



VKM | ASM |

Vereinigung der Kantonalen Migrationsbehörden
Association des services cantonaux de migration
Associazione dei servizi cantonali di migrazione

Geschäftsstelle | Migrationsdienst des Kantons Bern
Eigerstrasse 73 | 3011 Bern
Tel. +41 (0)31 633 42 99 | Fax +41 (0)31 633 55 86
info@vkm-asm.ch | www.vkm-asm.ch

Bundesamt für Migration
Frau Katherin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Bern, 7. November 2013

**Konsultation zur Ausdehnung des Abkommens mit der EU über die Freizügigkeit vom 21. Juni 1999 auf den neuen Mitgliedstaat Kroatien (Protokoll III);
Stellungnahme**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Gäumann
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Vereinigung der Kantonalen Migrationsämter (VKM) dankt Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme über die Ausdehnung des FZA auf Kroatien. Die Vorlage veranlasst die VKM zu folgenden Bemerkungen:

Vorab verweisen wir auf die treffenden und prägnanten Ausführungen in der Stellungnahme der Konferenz der Kantonsregierungen. Insbesondere bewerten wir positiv, dass die Schutzklausel für Kurz- und Langzeitaufenthaltsbewilligungen angewendet wird, sofern bei einer der beiden Bewilligungskategorien die Voraussetzungen für die Anrufung erfüllt sind. Zudem begrüssen wir die neue Berechnungsmethode, bei welcher die Zahlen des laufenden Jahres und der zwei vorangegangenen Jahre herangezogen werden.

Die VKM betrachtet die Regelung, wonach die Kontingentierung im sechsten und siebten Jahr von der Zustimmung des Gemischten Ausschusses abhängt, als ein zu grosses Zugeständnis der Schweiz. Es ist nicht davon auszugehen, dass der Gemischte Ausschuss im Interesse der Schweiz entscheiden wird, weshalb eine Beschränkung der Zuwanderung nach fünf Jahren nur mittels Anrufung der Schutzklausel möglich wäre.

Freundliche Grüsse

Marcel Suter, Präsident

From: Huwiler Seraina, VOL-beco-VSAA
To: Gäumann Kathrin BFM
Sent at: 03.10.2013 15:48:59
Subject: Stellungnahme FZA Kroatien

Sehr geehrte Frau Gäumann

Gerne möchte ich Sie darüber informieren, dass der VSAA seine Stellungnahme zum Protokoll III, Ausdehnung des FZA auf Kroatien abgestimmt mit der Stellungnahme der KdK nach deren Plenarversammlung vom 13. Dezember 2013 bei Ihnen einreichen wird.

Freundliche Grüsse

Seraina Huwiler
Wissenschaftliche Mitarbeiterin

Verband Schweizerischer Arbeitsmarktbehörden VSAA
Association des offices suisses du travail AOST
Laupenstrasse 22, 3008 Bern
seraina.huwiler@vol.be.ch <mailto:seraina.huwiler@vol.be.ch> +41 (0) 31
633 55 64 / 079 881 27 49

www.vsaa.ch <<http://www.vsaa.ch/>> "Service public im Arbeitsmarkt"
www.aost.ch <<http://www.aost.ch/>>

Rigiplatz 1, Case postale
8033 Zurich

Téléphone 044 360 11 11
Fax 044 360 11 12

info@employes.ch
www.employes.ch



Office fédéral des migrations
Madame Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern

Zurich, le 26 novembre 2013

Protocole III concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) du 21 juin 1999 à la Croatie – position d'Employés Suisse

Madame la Conseillère fédérale,
Madame Gäumann,
Mesdames, Messieurs,

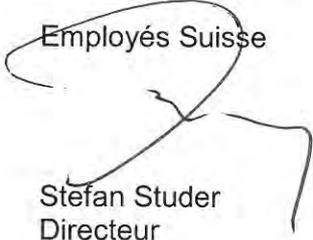
En tant qu'organisation de défense des employés implantée au niveau national, nous avons fait la demande d'être consultés lors des procédures d'audition et de consultation. Nous regrettons de ne pas faire partie de la liste des destinataires de cette procédure de consultation et de ne pas avoir été invités à exprimer notre avis. Nous nous permettons tout de même de prendre part à cette procédure de consultation.

Employés Suisse est favorable à l'extension de l'ALCP à la Croatie, car la libre circulation des personnes joue un rôle important dans l'économie suisse. Elle permet aux entreprises qui manquent de main-d'œuvre qualifiée de recruter plus facilement des travailleurs dans l'Union européenne. Cela permet à notre économie de rester performante. Cependant, la libre circulation n'a pas que des effets positifs, c'est pourquoi Employés Suisse tient à rappeler l'importance d'avoir des mesures d'accompagnement fortes. La mise en œuvre de ces mesures doit à l'avenir encore être renforcée. Employés Suisse salue la volonté de la Confédération de vouloir améliorer les mesures d'accompagnement, entre autres par élaboration d'une procédure modèle. Certes, cette mesure n'est pas directement liée à l'extension de l'ALCP à la Croatie, mais sans cette volonté affichée par la Confédération de renforcer les mesures d'accompagnement, il aurait été difficile pour Employés Suisse de soutenir pleinement l'extension de l'ALCP à la Croatie.

Employés Suisse salue la nouvelle organisation du régime transitoire et la proposition faite de deux modèles. Les modèles proposés offrent un gain de flexibilité tout en maintenant un certain contrôle de l'immigration en provenance de l'Union européenne. En outre, ils permettent d'être en phase avec la réalité du marché du travail et de l'économie selon Employés Suisse.

En vous remerciant de prendre en considération nos remarques, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, nos salutations distinguées.

Employés Suisse



Stefan Studer
Directeur



Virginie Jaquet
Collaboratrice scientifique



Bundesamt für Migration
Frau Gäumann Kathrin
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Zürich/Chur, 13. September 2013

**Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21.
Juni 1999 auf Kroatien
Vernehmlassung**

Sehr geehrte Frau Gäumann

Der Vorstand des **Schweizerischen Verbandes für Zivilstandswesen** bedankt sich für die ihm gewährte Möglichkeit, zu den eingangs erwähnten Änderungen Stellung nehmen zu dürfen.

Da diese Änderungen aber nicht direkt in unsere Gesetzesbestimmungen eingreifen, möchten wir hierzu keine Stellung nehmen. Wir sind überzeugt, dass die direkt betroffenen Institutionen ausreichend wirkungsvolle Gutachten dazu abgeben werden.

Mit freundlichen Grüßen
Schweizerischer Verband für Zivilstandswesen

Roland Peterhans
Präsident

Gian Carlo Pescio
Ressort Vernehmlassungen

Département fédéral de justice et police
Office fédéral des migrations
Madame Kathrin Gaümann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Berne, le 7 octobre 2013

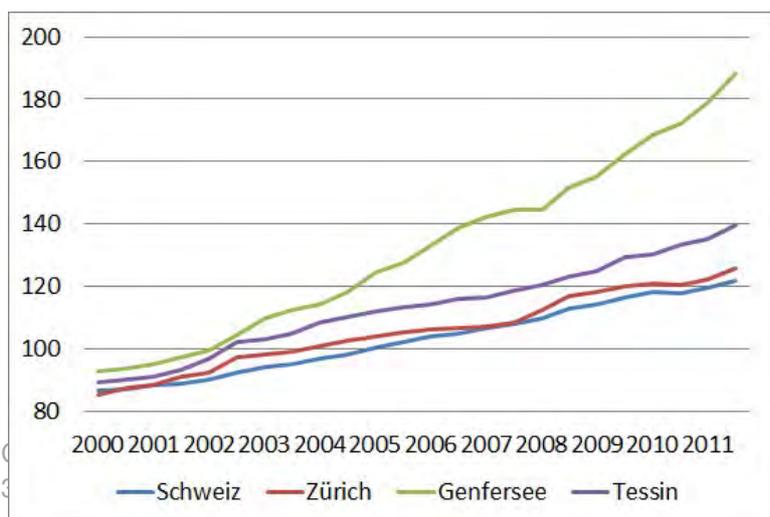
Protocole III relatif à l'extension de l'accord du 21.6.1999 sur la libre circulation
des personnes : mesures d'accompagnement en faveur du **logement**

Madame la Conseillère fédérale,
Madame, Monsieur,

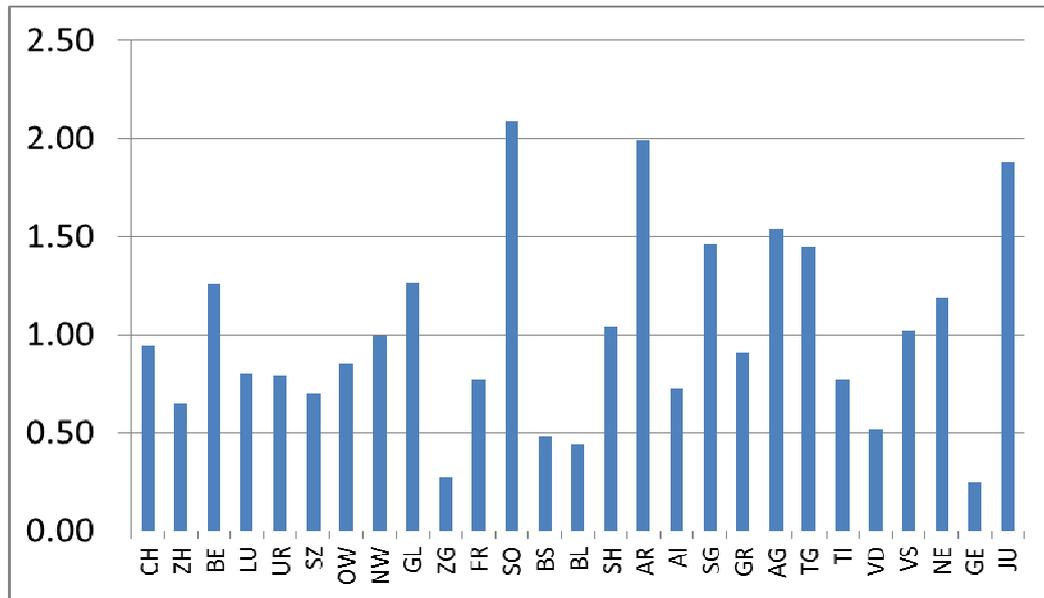
L'extension de la libre circulation à un 28^e pays contribue à la prospérité et au bien-être des personnes, pour autant que soient réalisées les mesures d'accompagnement appropriées, face à la pénurie de logements en particulier. C'est pourquoi l'Association suisse des locataires (ASLOCA/SMV/ASI) réserve son attitude sur le Protocole III, aussi longtemps que les mesures d'accompagnement qu'elle demande ne sont pas décidées.

Libre circulation des personnes et loyers du marché

Les milieux immobiliers utilisent la pression croissante sur le marché du logement pour augmenter les loyers. La pénurie de logements s'est aggravée dans les centres urbains et se fait fortement sentir sur l'arc lémanique et dans la région zurichoise. Mais dans plusieurs autres régions aussi, le montant des loyers proposés sur le marché a fortement augmenté.



Source :
Wüest et partenaires

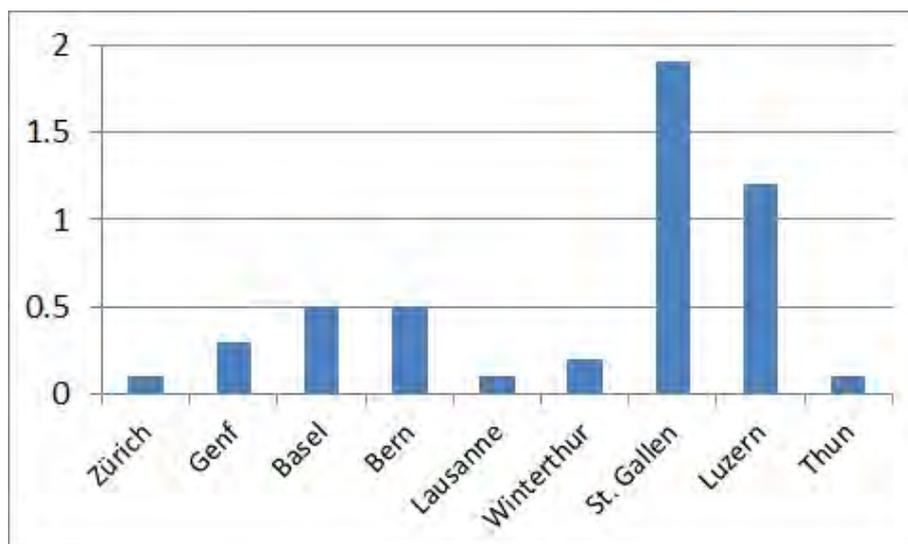


Source : Office fédéral du logement, 2012

La libre circulation des personnes se conjugue à d'autres facteurs comme l'augmentation des besoins en surface d'habitation, l'évolution de la société vers davantage de ménages d'une personne et de familles recomposées, ainsi que le regain de faveur pour les logements au centre-ville. En dehors des loyers proposés sur le marché qui ont connu une augmentation beaucoup plus forte, les loyers courants ont renchéri de 21% depuis 2000. La hausse dépasse de beaucoup le renchérissement général, qui n'a été que de 9% depuis 2010.

Taux de logements vacants

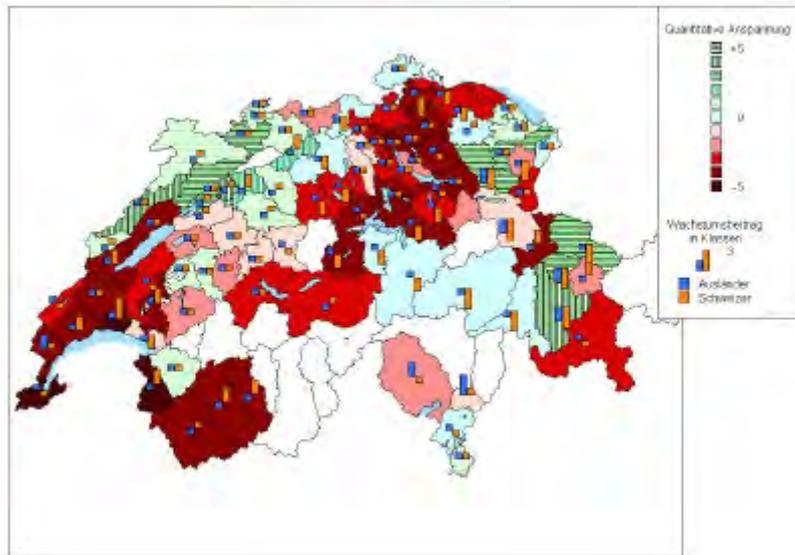
Les taux de logements vides montrent que le marché du logement est très tendu. Pour que celui-ci fonctionne correctement, ce taux doit se situer aux alentours de 2%, valeur qui n'est atteinte dans pratiquement aucun des cantons. Dans les grandes villes, la situation est encore plus critique : il n'y a pour ainsi dire plus de logements sur le marché. À Zurich, Genève ou Lausanne, un coup d'œil aux logements proposés sur internet suffit pour s'en convaincre : les locations y affichent des prix très élevés.



Source : Office de la statistique, St-Gall

Tensions sur le marché des locations

En ce qui concerne les appartements à louer, la pénurie est plus sévère dans une bonne partie de la Suisse romande, dans l'agglomération zurichoise mais aussi dans des régions de Suisse orientale et des parties de Suisse centrale. La carte de l'Office fédéral du logement fait apparaître les zones de forte tension du marché.



Source : Office fédéral du logement, Evolution de la libre circulation et du logement 2011

Sur le court terme, seules des mesures dans le domaine du droit du bail peuvent apporter des améliorations, parce qu'elles ont un effet immédiat après leur entrée en vigueur - et non à moyen voire long terme seulement.

Mesures à prendre en droit du bail

- Limitation des loyers initiaux

Les fortes augmentations de loyers lors de changements de locataires sont la cause principale de la hausse des prix. Limiter l'augmentation des loyers initiaux doit permettre d'empêcher des hausses injustifiables, les bailleurs obtenant déjà sans elles un bon rendement dans les centres urbains. L'ASLOCA propose que les augmentations de loyers initiaux ne soient permises que sur la base d'une hausse des coûts effectifs du bailleur ou d'un rendement insuffisant. Il faut au préalable introduire la formule obligatoire (seuls 7 cantons la connaissent), qui informe les nouveaux locataires du loyer demandé précédemment et leur donne les moyens de contester une hausse abusive

- Amélioration de la protection contre les résiliations de bail

On assiste à une augmentation des résiliations de bail visant à relouer pour un loyer plus élevé. Aujourd'hui, certains motifs de résiliation sont reconnus abusifs. Il faut inverser le fardeau de la preuve et n'autoriser que les résiliations dûment justifiées. Justifier

une résiliation doit conditionner la validité de cette résiliation, comme c'est aujourd'hui le cas lors d'une augmentation de loyer. Il incombe ainsi au bailleur d'établir qu'une résiliation est justifiée.

Les motifs de résiliation valables sont les suivants:

- Le propre besoin du bailleur;
- Des violations importantes du contrat ou des violations plus légères répétées malgré des avertissements;
- Un retard de paiement répété malgré des avertissements ;
- Un projet de transformation autorisé, qui rend l'utilisation du bien-fonds impossible pour le locataire pour une période relativement longue.

Par ailleurs, l'ASLOCA demande d'abroger le délai maximal de prolongation du bail (actuellement quatre ans). Une prolongation supplémentaire sera ainsi possible après le terme du délai de prolongation dans les cas d'exception reconnus comme tels, à l'exemple de l'Allemagne.

- Ces demandes peuvent se limiter aux régions connaissant la pénurie

Dans l'immédiat, ce n'est qu'en adaptant le droit du bail qu'on calmera le marché dans les zones de surchauffe, car les autres mesures ne déploieront leurs effets qu'à plus long terme, à l'exemple de l'encouragement du logement coopératif ou d'instruments d'aménagement du territoire.

Mesures d'aménagement du territoire

- Inscrire la promotion et la construction de logements à prix modérés dans la loi sur l'aménagement du territoire

La loi sur l'aménagement du territoire doit expressément nommer, parmi ses buts, la construction et la promotion de logements à prix modérés.

- Mise à disposition des terrains désaffectés de la Confédération pour la construction de logements à prix modérés

La Confédération et les entreprises fédérales possèdent des biens immobiliers qui ne remplissent plus leur but originel et sont vendus de plus en plus souvent. Ces bâtiments et terrains doivent être mis à disposition des maîtres d'ouvrage d'utilité publique, afin de construire dans les centres villes notamment.

- Plan sectoriel logements

Plusieurs domaines de l'aménagement territorial sont régis par des plans sectoriels qui coordonnent l'action de la Confédération, des cantons et des communes, par exemple en matière de transports ou de surfaces d'assolement. Un plan sectoriel logements permettrait à la Confédération d'encourager et de préserver les logements à prix modérés. Jusqu'à présent, les plans directeurs des cantons n'ont pas abordé cette thématique.

Encouragement à la construction de logements

- Hausse des subventions fédérales pour construire des logements

Le crédit-cadre de 500 millions de francs n'est à ce jour pas encore épuisé pour encourager la construction de logements. La Confédération doit renforcer son soutien financier – d'autant plus que des cantons font dépendre de lui leur propre promotion du logement.

Les locataires attendent des réponses à ces demandes déjà exprimées. Le rapport du Conseil fédéral du 15 mai dernier n'en a pas donné. Réaliser les mesures proposées ci-dessus est indispensable pour réduire la pénurie et diminuer les difficultés profondes éprouvées par des locataires de notre pays.

Tout en remerciant le Département de l'avoir consultée, l'Association suisse des locataires déterminera son attitude sur l'extension de la libre circulation des personnes en fonction des mesures d'accompagnement arrêtées en faveur du logement.

Veuillez accepter, Madame la Conseillère fédérale, Madame, Monsieur, l'expression de notre cordiale considération.

Association suisse des locataires **ASLOCA**

Schweizerischer Mieterinnen- und Mieterverband **SMV**

Associazione Svizzera Inquilini **ASI**



Marina Carobbio Guscetti
Présidente



Pierre Zwahlen
Secrétaire général adjoint

Anfangsmieten

1. Ausgangslage

1.1. Stark steigende Anfangsmieten

Die *Mietzinse im Bestand sind ziemlich stabil*. Sie sind auf Grund des stark gesunkenen Referenzzinssatzes in den letzten Jahren teils auch gesunken. Dagegen sind die *Anfangsmieten angestiegen* und wurden zum Haupttreiber der weiterhin ansteigenden Mietzinse.

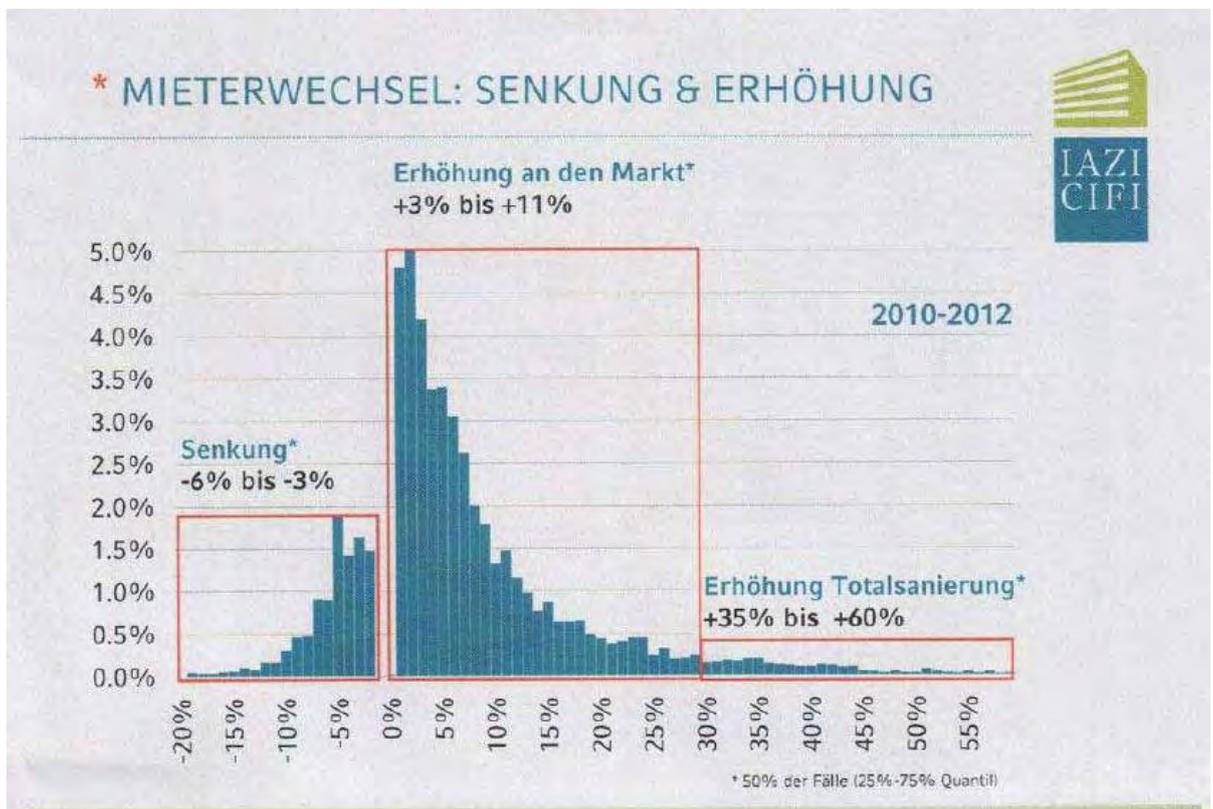
Anpassung der Anfangsmiete bei Mieterwechsel

Das Immobilienbüro IAZI hat an einem Kongress Anfang November 2012 Zahlen zur Entwicklung der Anfangsmiete publiziert.



Quelle: Folie IAZI, Schweizer Immobilien-Kongress 13. November 2012

Bei 44 Prozent der Mieterwechsel bleibt die Miete stabil, bei 10 Prozent wurde der Mietzins gesenkt und bei 46 Prozent wurde der Mietzins erhöht.



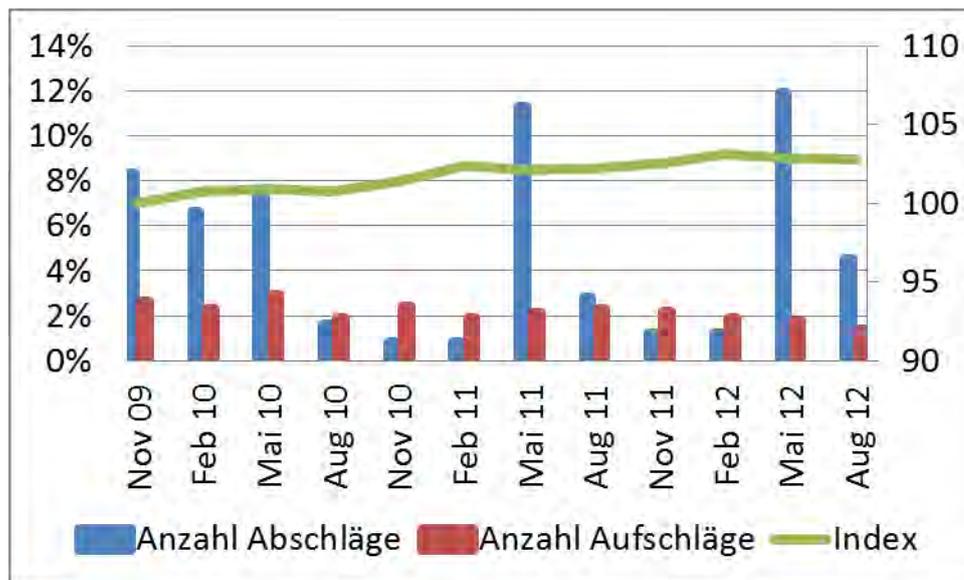
Quelle: Folie IAZI, Schweizer Immobilien-Kongress 13. November 2012

Bei rund 30 Prozent der Neuvermietungen wird der Mietzins um bis zu 10 Prozent erhöht, bei rund 10 Prozent der Neuvermietungen um 10 bis 30 Prozent. Bei einigen Neuvermietungen steigt der Mietzins um bis und mehr als 50 Prozent.

IAZI berechnete, dass die Mietzinse bei Mieterwechsel durchschnittlich landesweit um 4 Prozent erhöht werden. Dabei zeigen sich grosse Unterschiede zwischen verschiedenen Regionen: Während im Kanton Aargau oder Solothurn die Aufschläge nur marginal sind, betragen sie in Neuenburg und Genf mehr als 10 Prozent, in Waadt mehr als 5 Prozent¹. Bei der Auswertung von IAZI sind rund 400'000 Mietverträge institutioneller Anleger berücksichtigt.

¹ Quelle: IAZI, Schweizer Immobilien-Kongress 13. November 2012, Facts and Figures, S.26

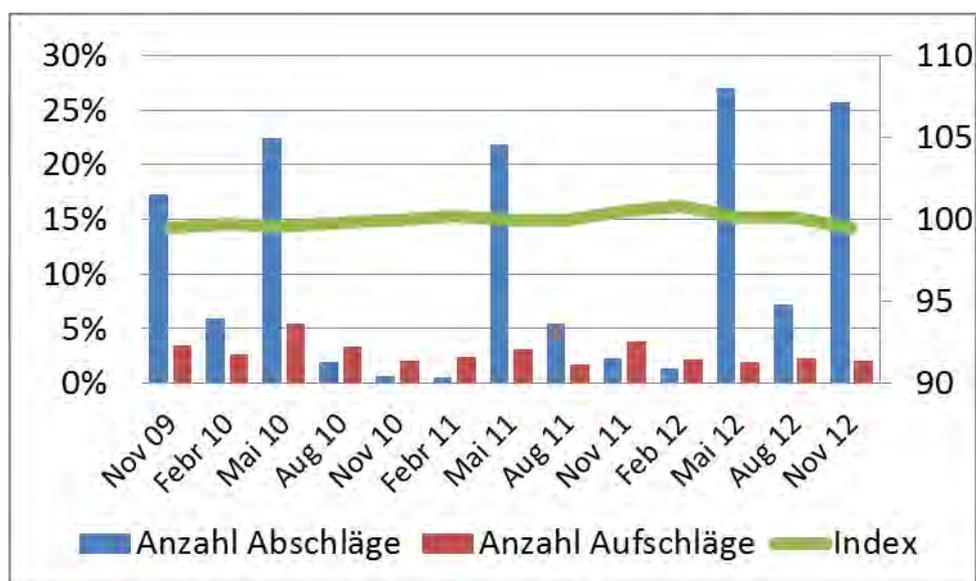
Anteile der Mietpreisveränderungen Schweiz



Quelle: Mietpreiserhebung Bundesamt für Statistik

Seit Ende 2009 wird in rund doppelt so vielen Mietverhältnissen der Mietzins gesenkt wie erhöht. Grund ist der stark sinkende Referenzzinssatz. Trotzdem stiegen die Mietzinse gesamthaft in dieser Zeit um durchschnittlich 2.75 Prozent. Die Erhöhungen fallen durchschnittlich deutlich höher als die Senkungen aus. Die Erhöhungen sind zum grössten Teil auf Aufschläge bei Mieterwechsel zurückzuführen.

Anteile der Mietpreisveränderungen in der Stadt Zürich



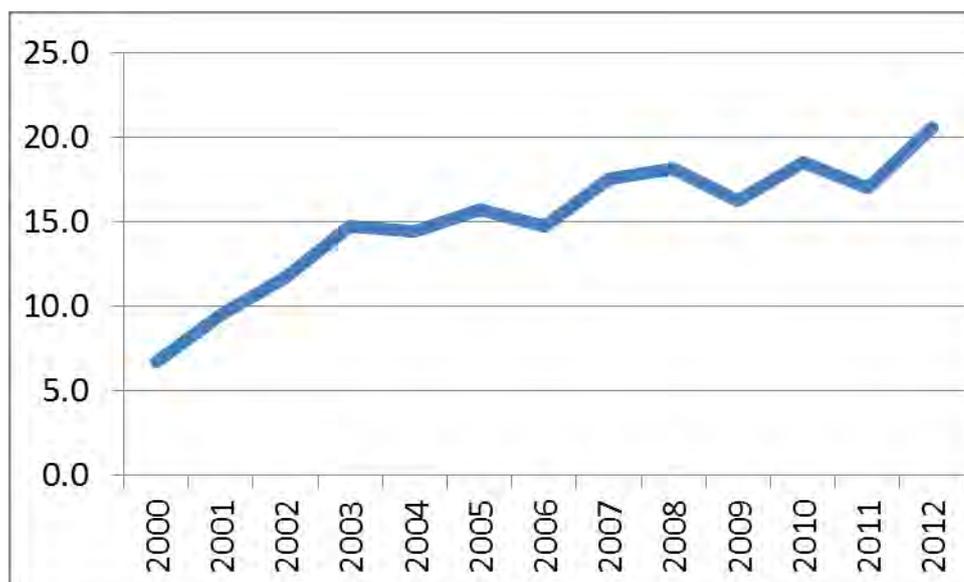
Quelle: Statistik Stadt Zürich, Statistisches Jahrbuch, T_5.2.13

In der Stadt Zürich wurden zwischen November 2009 und November 2012 im Rahmen der mehrmaligen Senkungen des Referenzzinssatzes jeweils bei gut 30 Prozent aller

Mietverhältnisse der Mietzins gesenkt. Trotzdem sank der Mietpreisindex in diesem Zeitpunkt aber nicht, sondern blieb stabil. Dies bedeutet, dass auch hier der zahlenmässig viel kleinere Anteil an Erhöhungen die Senkungen wettmachte. Bei Mieterwechseln und Sanierungen werden die Mieten massiv erhöht.

Für den höheren Anteil an weitergegebenen Senkungen sind in der Stadt Zürich im Vergleich zum nationalen Durchschnitt die öffentliche Hand und die Wohnbaugenossenschaften verantwortlich. Beide haben in einem Grossteil der Mietverhältnisse die Mietzinse bei Senkungen des Referenzzinssatzes nach unten angepasst. Ihr Anteil am Mietwohnungsmarkt beträgt rund 30 Prozent.

Mietzinserhöhung bei Mieterwechsel in Genf



Quelle: Amt für Statistik Kanton Genf, OCSTAT, T 05.04.1.05

In Genf steigen die Mietzinserhöhungen bei Mieterwechseln kontinuierlich an. Wurden die Mietzinse im Jahr 2000 durchschnittlich noch um 6.7 Prozent erhöht, so waren es 2012 bereits 20.6 Prozent. Bei 76 Prozent aller Neuvermietungen auf dem freien Wohnungsmarkt wird der Mietzins erhöht².

1.2. Anfechtungen der Anfangsmiete bei Mieterwechsel

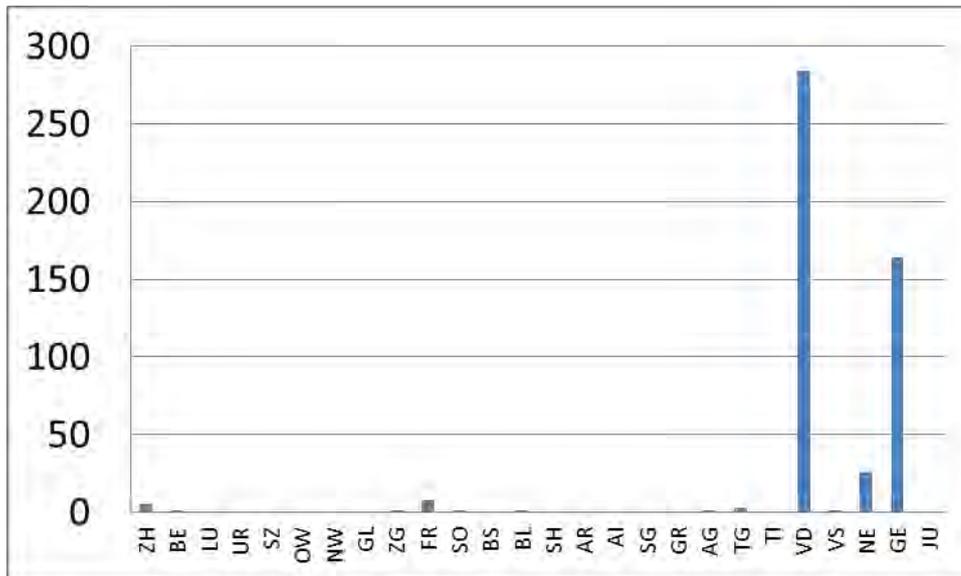
Gemäss Art. 270 OR kann heute eine Mietpartei einen Anfangsmietzins innert 30 Tagen nach Übernahme des Mietobjektes wegen eines übersetzten Ertrags des Vermieters anfechten. Im Gesetz werden Mietzinse als nicht missbräuchlich definiert, wenn sie durch gestiegene Kosten oder Mehrleistungen begründet sind oder orts- und quartierüblich sind. Vermieter verweisen in der Regel auf die Orts- und Quartierüblichkeit, um einen angefochtenen Anfangsmietzins zu rechtfertigen. Es liegt dann an den Mietenden als

² Amt für Statistik Kanton Genf OCSTAT; Medienmitteilung 13. Juni 2012

klagende Partei, die Missbräuchlichkeit auf Grund der Orts- und Quartierüblichkeit zu belegen. Die Hürden dazu sind sehr hoch.³

In einigen Westschweizer Kantonen gibt es gewisse Prozess erleichterungen, weshalb dort die Zahl der Anfechtungen höher liegt als in der Deutschschweiz und im Tessin. Doch auch hier wird nur ein kleiner Teil der stark steigenden Anfangsmieten angefochten.

Anfechtungen Anfangsmietzins bei Mieterwechsel 2011



Quelle: Bundesamt für Wohnungswesen

2. Forderung Festsetzung Anfangsmietzins bei Mieterwechsel

In Gebieten mit Wohnungsnot werden heute die Anfangsmieten teilweise stark erhöht. Die heutige Missbrauchsgesetzgebung greift nicht, weil die Mietenden die Missbräuchlichkeit einer Anfangsmiete anfechten und beweisen müssen. Damit bleibt der Mieterschutz in diesem Bereich weitgehend wirkungslos.

Missbräuchliche Mietzinse

Für einen griffigen Schutz gegen überhöhte Aufschläge bei den Anfangsmieten braucht es eine Verschärfung und Präzisierung der heutigen Vorschriften. Der Schweizerische Mieterinnen- und Mieterverband schlägt deshalb vor, dass in Gebieten mit Wohnungsnot die Anfangsmieten bei Mieterwechsel nur auf Grund effektiver nachgewiesener Kostensteigerungen oder einer ungenügenden Rendite des Vermieters erhöht werden dürfen. Der Vermieter muss die genaue Kostenberechnung vorlegen. Damit bleibt

³ Zum Vergleich müssen fünf Wohnungen vorgelegt werden. Sie müssen unter anderem die gleiche Zimmerzahl aufweisen, in der gleichen Gemeinde /Stadtteil liegen, gleiche Lage (Lärm /Aussicht) haben, aus der gleichen Bauperiode stammen, einen ähnlichen Komfort aufweisen und sie dürfen nicht alle dem gleichen Besitzer gehören oder von der gleichen Verwaltung geführt werden.

gewährleistet, dass ein Vermieter bei einer ungenügenden Rendite bei einem Mieterwechsel den Mietzins angemessen erhöhen kann.

Formularpflicht

Gleichzeitig soll die Formularpflicht in allen Regionen, in denen Wohnungsnot herrscht, eingeführt werden. Mit dem Mietvertrag soll der neuen Mietpartei auf einem amtlichen Formular der bisherige und neue Mietzins mitgeteilt werden. Eine allfällige Erhöhung muss vom Vermieter begründet werden. Erst dieses Formular schafft die Grundvoraussetzung, um eine Erhöhung auf ihre Missbräuchlichkeit hin kontrollieren zu können. Diese Formularpflicht kennen die Kantone Uri, Nidwalden, Zug, Freiburg, Neuenburg, Genf und Waadt bereits, Zürich wird sie nach einem Volks-Ja am 25. November 2012 einführen.

3. Fazit

Die Mietzinserhöhungen bei Mieterwechsel sind der Haupttreiber der steigenden Mietzinsen. Zwar gilt die heutige Missbrauchsgesetzgebung auch im Bereich dieser Anfangsmieten. Deren Ausgestaltung verhindert aber einen effektiven Schutz. Die vorgeschlagene Lösung verbessert diese Situation. Sie ist in das heutige Recht eingebettet und erlaubt es den Vermietern weiterhin, tatsächlich gestiegene Kosten auf den Mieter überwälzen zu können und eine genügende Rendite zu erzielen. Allerdings müsste neu im Falle von Wohnungsmangel der Vermieter von sich aus die angeführten Erhöhungsgründe belegen.

Schweizerischer Mieterinnen- und Mieterverband, 15. Januar 2013

Kündigungsschutz

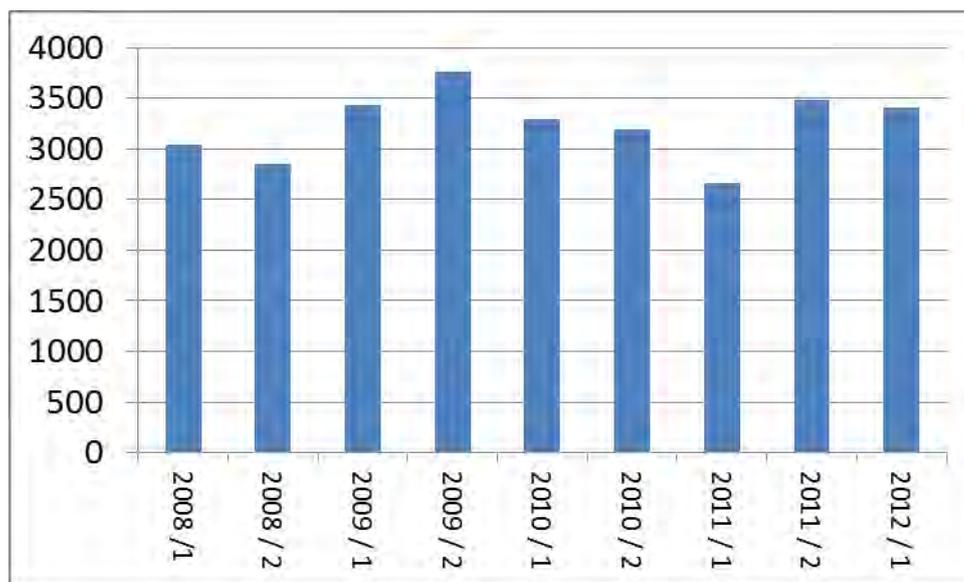
1. Ausgangslage

1.1. Jährlich Zehntausende Personen von Kündigungen betroffen

In der Mehrheit der Fälle kündigen die Mieterinnen und Mieter ihre Wohnung. Nicht immer verlässt aber die Mietpartei ihre Wohnung freiwillig: In vielen Fällen kündigt der Vermieter den Mietenden. Sei es, weil er von einer anderen Mietpartei einen höheren Mietzins erzielen will, weil er eine Sanierung plant oder weil ihm die Mieter nicht mehr passen.

Fälle an der Schlichtungsstelle

Jährlich gelangen einige Tausend Mietparteien an die Schlichtungsstellen, um eine Kündigung anzufechten oder eine Mietzinserstreckung zu verlangen.



Quelle: Bundesamt für Wohnungswesen, Die Tätigkeit der paritätischen Schlichtungsstellen in Miet- und Pachtangelegenheiten

Die hohen Zahlen von Fällen im Bereich Kündigung an den Schlichtungsstellen zeigen, dass vermierterseitige Kündigungen kein Einzelphänomen sind. Diese Kündigungen führen oft zu massiven Problemen. Schulkinder müssen das Schulhaus wechseln, ältere Menschen müssen ihre gewohnte Umgebung verlassen, soziale Netze werden auseinandergerissen und vielfach finden die Mietenden keine Wohnung zu einem vergleichbaren Mietzins.

Gemäss Jahresbericht der Genfer Gerichte haben die Anfechtungen von Kündigungen durch Mietende stark zugenommen. Von 225 neuen Fällen im Jahr 2009 auf 412 Fälle im Jahr 2011. Dies sei wahrscheinlich auf die sehr starke Wohnungsnot zurückzuführen, schreibt der Bericht weiter.¹ Die Statistiken der Mietgerichte Zürich zeigen, dass die Erstreckungen bei Kündigungen konstant einen Viertel bis einen Fünftel aller Fälle ausmachen.² Zwischen 2006 und 2011 waren es 71 bis 86 Fälle pro Jahr. Auch diese Zahlen zeigen, dass Kündigungen durch Vermieter keine singulären Fälle sind.

1.2. Kündigungsschutz

Das Mietrecht definiert in den Artikeln 271 und 271 a OR, welche Kündigungen missbräuchlich sind. Verstösst eine Kündigung gegen Treu und Glauben, wird sie als Rache Kündigung ausgesprochen, oder soll die Mietpartei mit einer Kündigung zum Kauf des Mietobjekts gezwungen werden, so ist sie missbräuchlich. Ebenfalls sind Kündigungen missbräuchlich, wenn sie wegen der Änderung der familiären Situation ausgesprochen werden.

Die Anfechtbarkeit einer Kündigung gemäss diesen Grundsätzen war einer der Kernpunkte der Mietrechtsrevision von 1990 und sollte den Verfassungsauftrag erfüllen, der gemäss Art. 109 Abs. 1 vom Bund Vorschriften über die Anfechtbarkeit missbräuchlicher Kündigungen und die Erstreckung von Mietverhältnissen verlangt. Allerdings wurde ein griffiger Kündigungsschutz von der neueren Rechtsprechung stark verwässert. Rechtsunsicherheit und Gesetzeslücken lassen Ungerechtigkeiten zu Ungunsten der Mietenden zu. So sind vom Bundesgericht Kündigungen zur Erzielung eines höheren Ertrags erlaubt, ebenfalls liegt es weitgehend im Ermessen der Vermieter, ob eine Wohnungssanierung im bewohnten Zustand möglich ist. Der Vermieter ist erst auf Nachfrage des Mieters verpflichtet, einen Kündigungsgrund anzugeben.

In den umliegenden Ländern ist der Kündigungsschutz bedeutend stärker ausgebaut: Deutschland:

Für eine Kündigung muss ein gerechtfertigter Grund vorliegen. Gemäss Bürgerlichem Gesetzbuch Art. 573 zählen dazu insbesondere: Schuldhafte, erhebliche Verletzung vertraglicher Pflichten (z. B. ständige Belästigung von MitmieterInnen, Beleidigung des Vermieters, erheblicher Mietrückstand bzw. ständig unpünktliche Mietzahlung oder vertragswidriger Gebrauch der Wohnung) oder Eigenbedarf des Vermieters für sich, seine Familienangehörigen oder weitere Angehörige seines Haushalts. Ein weiterer Kündigungsgrund ist Hinderung des Vermieters an angemessener wirtschaftlicher

¹ Compte rendu de l'activité du pouvoir judiciaire en 2011, S. 32

² Rechenschaftsberichte Gerichte Zürich, 2006 bis 2011

Verwertung des Grundstücks, dies beinhaltet aber ausdrücklich nicht eine Kündigung zum Zweck der Mieterhöhung.

Frankreich:

Der Verkauf einer Liegenschaft gilt als Kündigungsgrund, wobei der Vermieter dem Mieter ein Kaufangebot machen muss. Ebenfalls gilt Eigenbedarf als Kündigungsgrund. In diesen beiden Fällen kann der Mietvertrag üblicherweise nur alle drei Jahre gekündigt werden. Eine ausserordentliche Kündigung ist bei Zahlungsverzug und Zweckentfremdung des Mietobjektes möglich. Während den Wintermonaten sind keine ausserordentlichen Kündigungen möglich.

Österreich:

Kündigungen sind nur aus wichtigen Gründen erlaubt. Dazu zählt ein Zahlungsrückstand trotz Mahnung, eine arge Vernachlässigung der Mietsache durch den Mieter, grob ungehöriges Verhalten gegenüber den Mitbewohnern oder wenn sich der Mieter einer mit Strafe bedrohten Handlung gegenüber dem Eigentümer schuldig macht. Ebenfalls ist Eigenbedarf ein Kündigungsgrund, wobei hier eine Interessenabwägung zwischen Miet- und Vermieterpartei vorgenommen wird.

Italien:

Die Mietverträge sind auf drei bis fünf Jahre abgeschlossen mit einer Option auf Verlängerung. In dieser Zeit können die Verträge nur mit einer Frist von 6 Monaten aus folgenden Gründen gekündigt werden: Verstoss gegen allgemeine Vertragsbedingungen wie das Überlassen der Wohnung ohne Zustimmung an Dritte, Nicht-Bezahlung der Miete oder Eigenbedarf. Wird der Eigenbedarf nicht realisiert, wird der Eigentümer gegenüber dem Mieter schadenersatzpflichtig. Bei einem Verkauf einer Wohnung kann die Wohnung ebenfalls gekündigt werden. Der Mieter muss aber ein Kaufangebot erhalten.

Auch eine Untersuchung des schweizerischen Instituts für Rechtsvergleichung kommt zum Schluss, dass der Kündigungsschutz in den untersuchten Ländern stärker ausgebaut ist: „Vergleicht man das Schweizer Mietrecht mit demjenigen der hier untersuchten Rechtsordnungen fällt auf, dass der Kündigungsschutz ein vergleichbar tiefes Niveau hat. Zunächst gilt dies für die „ordentliche“ Kündigung. In den meisten Staaten wird das Interesse des Mieters, über eine Wohnung zu verfügen, grundsätzlich als höher eingeschätzt als dasjenige des Vermieters am Erzielen eines Mietertrags. Aus diesem Grund sind in den meisten untersuchten Rechtsordnungen (mit der Ausnahme vom Vereinigten Königreich) für eine Kündigung gesetzlich abschliessend geregelte Kündigungsgründe erforderlich, deren Einhaltung und Vorliegen gerichtlich nachprüfbar

sind. Die wichtigste und überall anerkannte Gruppe der Kündigungsgründe sind dabei gravierende Pflichtverletzungen durch den Mieter.³

2. Forderung Kündigungsschutz

Eine Verbesserung des Kündigungsschutzes in Gebieten, die von Wohnungsnot betroffen sind, ist dringend nötig. Diese kann erreicht werden, wenn für eine Kündigung ein gerechtfertigter Grund gefordert wird, wie dies in den meisten umliegenden Ländern der Fall ist. Die Begründung, weshalb gekündigt wird, muss zudem eine Voraussetzung für die Gültigkeit der Kündigung sein, wie dies heute im Falle einer Mietzinserhöhung der Fall ist. Somit wird die Vermieterschaft beweispflichtig für den Kündigungsgrund.

Als gerechtfertigte Kündigungen gelten insbesondere:

- Eigenbedarf
- schwere Vertragsverletzungen oder trotz Abmahnung wiederholte leichtere Vertragsverletzungen;
- wiederholter und abgemahnter Zahlungsverzug;
- ein bewilligtes Umbauprojekt, welches das Bewohnen der Liegenschaft für die Mieterschaft für einen längeren Zeitraum verunmöglicht.

Ebenfalls wird eine generelle Erstreckungsmöglichkeit anstelle der heute auf maximal vier Jahre befristeten gefordert. Nur so ist es möglich, dass in ausgewiesenen Härtefällen nach Ablauf der Erstreckungsfrist noch eine weitere Verlängerung möglich ist, wie beispielsweise in Deutschland.

3. Fazit

Der Kündigungsschutz ist in der Schweiz ungenügend. Die Missbrauchsbestimmungen im Bereich der Mietzinse im laufenden Mietverhältnis können heute durch Kündigungen ausgehebelt werden, weil Kündigungen zur Erzielung eines höheren Mietertrags durch das Bundesgericht zugelassen wurden. Ein besserer Kündigungsschutz schützt die Mietenden und ihre Wohnbedürfnisse und verhindert gleichzeitig Mietzinsanpassungen bei Neuvermietungen, sei dies bei Kündigungen für einen höheren Ertrag oder auch einer Kündigung wegen Sanierung.

Schweizerischer Mieterinnen- und Mieterverband, 15. Januar 2013

³ Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung, Rechtsvergleichende Abklärungen zum Kündigungsschutz bei der Miete von Wohnräumen Deutschland, Frankreich, Spanien, Norwegen, England.

Bundesamt für Migration
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Per E-mail an: kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Bern, 17. Oktober 2013

Protokoll III zum Abkommen über den freien Personenverkehr; Ausdehnung des Abkommens auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Gäumann
Sehr geehrte Damen und Herren

hotelleriesuisse dankt Ihnen für die Möglichkeit, eine Stellungnahme zum oben stehenden Themenbereich zu formulieren. Gerne unterbreiten wir Ihnen im Folgenden unsere Position.

1. Vorbemerkung

hotelleriesuisse ist das Kompetenzzentrum für die Schweizer Hotellerie und vertritt als Unternehmensverband die Interessen der national und international ausgerichteten Hotelbetriebe. Die von hotelleriesuisse klassierten Betriebe repräsentieren annähernd 65 Prozent der Schweizer Hotelbetten und generieren 75 Prozent der Logiernächte.

Gemäss Satellitenkonto 2011 erzielt der Tourismus mit einer Nachfrage von 34,5 Mrd. Franken eine direkte Bruttowertschöpfung von 15 Mrd. Franken – was einem Anteil von 2,6 Prozent an der gesamtwirtschaftlichen direkten Bruttowertschöpfung der Schweiz entspricht. Der Tourismus gehört zudem zu den sechs wichtigsten Exportbranchen der Schweiz. Die Hotellerie als Rückgrat des Tourismus erwirtschaftet allein einen jährlichen Umsatz von über 10 Mrd. Franken und beschäftigt rund 65'000 Vollzeitangestellte. hotelleriesuisse setzt sich deshalb mit Nachdruck für die Verbesserung der Erfolgs- und Wachstumschancen wettbewerbswilliger und wettbewerbsfähiger Hoteliere und Hotels in der Schweiz ein.

2. Grundsätzliche Haltung von hotelleriesuisse zur Vorlage

hotelleriesuisse begrüsst die Ausdehnung des Personenfreizügigkeitsabkommens auf Kroatien. Fast die Hälfte des Personals in der Branche sind ausländische Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, grösstenteils aus den EU-/EFTA-Staaten. Die Personenfreizügigkeit ist daher ein wichtiges und unabdingbares Rückgrat der Personalrekrutierung. Vor allem dank der Bilateralen Abkommen hat die Schweiz die weltweite Wirtschaftskrise der vergangenen Jahre gut überstanden, bei Bedarf standen unkompliziert Fachspezialisten aus Europa zur Verfügung. Die Erweiterung auf Kroatien erlaubt es, diesen bewährten bilateralen Weg zu konsolidieren und zu bewahren.

3. Beurteilung

Übergangsregime / Ventilklausele: hotelleriesuisse ist mit der Ausgestaltung des Übergangsregimes einverstanden, insbesondere mit den Modifikationen des Ventilklausele-Mechanismus, die für die Schweiz günstigere Bedingungen schaffen als bis anhin. Dies dürfte vor allem im Hinblick auf die politische Auseinandersetzung ein Vorteil sein.

Der Verband geht aber klar davon aus, dass die Kontingentierung so gehandhabt wird, dass diese flexibel auf die Bedürfnisse der Wirtschaft reagiert, also allenfalls angepasst werden kann. Dies ist insbesondere im Hinblick auf den Fachkräftemangel unumgänglich.

4. Zusammenfassung der Position von hotelleriesuisse

- Die Ausdehnung des Personenfreizügigkeitsabkommens auf Kroatien wird begrüsst.
- hotelleriesuisse ist mit dem Übergangsregime einverstanden.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

hotelleriesuisse



Marc Kaufmann
Leiter Wirtschaft und Recht
Mitglied der Geschäftsleitung



Bettina Baltensperger
Projektleiterin Rechtsdienst



Direktwahl Tel. 044 285 77 02 / Fax 044 285 77 24

E-Mail: aas@smu.ch

Bundesamt für Migration BFM

Frau Kathrin Gäumann

Quellenweg 6

3003 Bern-Wabern

Zürich, 21. Oktober 2013 CZE/cmo

I/04 SMU/Vernehmlassungen/Ausdehnung FZA auf Kroatien

Stellungnahme

zum Protokoll III zum Abkommen über den freien Personenverkehr:

Ausdehnung des Abkommens vom 21. Juni 1999 über den freien Personenverkehr (FZA) auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Gäumann

Wir bedanken uns für die Einladung zur Beteiligung an der Vernehmlassung und beziehen gerne schriftlich Stellung.

Die Schweizerische Metall-Union (SMU) ist der Arbeitgeber- und Berufsverband des Metallgewerbes. Die 1'850 Mitgliedbetriebe im Stahl- und Metallbau sowie in der Landtechnik beschäftigen 20'000 Mitarbeitende und erwirtschaften jährlich einen Umsatz von Fr. 5 Mrd.

Grundsätzliches

Gemäss Art.2 lit. b des Bundesbeschlusses vom 8. Oktober 1999 über die sogenannten Bilateralen I entscheidet die Bundesversammlung mit einem Bundesbeschluss, der dem Referendum untersteht, über die Ausdehnung des FZA auf Staaten, welche bei Genehmigung des FZA noch nicht Mitglied der Europäischen Gemeinschaft waren. Aus gewissen Kreisen wurde bereits gedroht, dass sofern die Bundesversammlung der Ausdehnung des FZA auf Kroatien zustimmen sollte, das Referendum ergriffen werde, damit das Volk, wie bereits bei der Ausdehnung des FZA auf Bulgarien und Rumänien, über die Ausdehnung entscheiden kann. Die Verhaltensweise, insbesondere die Drohgebärden lassen darauf schliessen, dass die entsprechenden Kreise mit allen Mitteln versuchen wollen, den bilateralen Weg zu zerstören und das FZA und damit das ganze Konstrukt der Bilateralen zu Fall bringen.

Verbesserung des Ventilklausel-Mechanismus

Die Schweizerische Metall-Union begrüsst die Verbesserung der Verhandlungen des Bundesrates im Vergleich zum Protokoll II zur Erweiterung von Rumänien und Bulgarien, das nun die Ventilklausel für L- und B-Bewilligungen gemeinsam angerufen werden kann, wenn eine Kategorie das Kontingent übersteigt. Dies führt in unseren Augen zu einer klareren Transparenz, schliesst die Umgehung der Norm aus und ist im Sinne der Sache.

Regelung Übergangsfristen

Die Übergangsfristen wurden analog zum Protokoll I und II zum FZA unverändert auf 7 Jahre (2+3+2) belassen, wobei die letzten 2 Jahre nur mit Zustimmung des gemischten Ausschusses möglich sind. Sollte dieser die zweiten 2 Jahre verweigern, steht der Schweiz während 5 Jahren die Möglichkeit der Anrufung der Ventilklausel offen. Bei einer vollumfänglichen Ausschöpfung der Übergangsregelung kann entsprechend die Ventilklausel nur noch 3 Jahre nach Ablauf der Übergangsfristen angerufen werden. Somit besteht die Möglichkeit der Begrenzung der Zuwanderung aus Kroatien während längstens 10 Jahren nach Inkrafttreten des Protokolls III. Die SMU ist der Ansicht, dass dieses System sich in der Praxis bewähren wird, insbesondere, da die Zuwanderung aus dem doch recht kleinen Staat Kroatien mit 4,4 Millionen Einwohnern sich in Grenzen halten wird. Speziell, da gemäss Statistiken des BFS sich die Zuwanderung von Kroatien stabilisiert hat und dies nicht erst seit 2002 durch Unterstellung unter die Drittstaatkontingente. Aus diesen Gründen rechnet die Schweizerische Metall-Union auch mit der Ausdehnung des FZA auf Kroatien nicht mit einer Schwemme entsprechender Staatsangehörigen. Dazu kommt, dass die Zuwanderung nicht unkontrolliert erfolgt, sondern weil die Schweizer Wirtschaft die entsprechenden Personen und ihre Qualifikationen nachfragt.

Kontingente

Dass der Bundesrat im Gegenzug zur Verbesserung der Ventilklausel die Kontingente im 5. bis 7. Jahr nach Inkrafttreten gegenüber der pro-rata Rechnung leicht erhöht hat, erscheint uns als zweckmässig.

Berechnung Schwellenwerte der Ventilklausel und Höhe der Kontingente zur Anrufung der Ventilklausel

Die kürzere Frist zum Vergleich der Zuwanderung und der Möglichkeit zur Anrufung der Ventilklausel im 6. und 7. Jahr wird von der SMU begrüsst. Ebenfalls einverstanden ist die Schweizerische Metall-Union mit den Kontingenten bei Anrufung der Ventilklausel für das darauffolgende Jahr von 110 % bei L- Bewilligungen und 105 % bei B-Bewilligungen.

Zusammenfassung

Die Schweizerische Metall-Union steht weiter hinter der Zusammenarbeit mit der EU auf der Grundlage der bilateralen Verträge. Dass entsprechende Bestimmungen der Bilateralen auch auf neu der EU beitretende Länder ausgeweitet werden müssen, um nicht innerhalb der EU eine Zweiklassengesellschaft zu haben und das Rosinenpicken der Schweiz zu vermeiden, ist für uns nichts anderes als konsequent. Mit dem vorliegenden Protokoll III zur Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf das neu der EU beigetretene Land Kroatien wurde ein ausgeglichener Kompromiss gefunden. Selbstverständlich lässt sich immer über die Höhe der Kontingente streiten, doch in Anbetracht der Wichtigkeit von EU/EFTA Arbeitnehmer in der Schweizer Wirtschaft, der bisherigen Zuwanderung aus Kroatien und der verhältnismässigen langen Übergangsfrist von bis zu 10 Jahren, sind wir der Überzeugung, dass dieses Protokoll den Interessen der Schweiz Rechnung trägt.

Wir danken Ihnen bestens für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHE METALL-UNION
Arbeitgeber- und Sozialfragen



Gregor Saladin
Direktor



Cyrine Zeder
Leiterin Arbeitgeber- und
Sozialfragen



Bundesamt für Migration BFM
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Zürich, 24. Oktober 2013 / le/mas/sim

Vernehmlassungsantwort zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Gäumann,
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Baumeisterverband (SBV) ist die Organisation des Bauhauptgewerbes. Er vertritt die Interessen von rund 2'800 Mitgliederbetrieben. Wir bedanken uns für die Möglichkeit, im Rahmen der Vernehmlassung zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien Stellung zu nehmen.

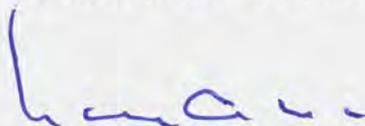
Die Personenfreizügigkeit mit der EU ist ein zentraler Erfolgsfaktor für die Schweizer Wirtschaft. Ohne sie wäre die Schweiz von der Wirtschaftskrise in Europa viel stärker betroffen gewesen. Die Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf Kroatien ist eine logische Folge der Aufnahme Kroatiens in die EU. Der SBV befürwortet daher den Bundesbeschluss zur Genehmigung und Umsetzung des Protokolls über die Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens zwischen der Schweiz und der EU sowie ihren Mitgliedstaaten auf Kroatien.

Der SBV begrüsst ebenfalls den verbesserten Ventilklausel-Mechanismus. Grundsätzlich ist der SBV zwar Kontingenten gegenüber skeptisch eingestellt. Die Umgehung der Kontingentierung der B-Bewilligungen via L-Bewilligungen führte aber die Kontingentierung ad absurdum und sorgte entsprechend für Irritationen bei der Bevölkerung. Deshalb befürwortet der SBV den neuen Mechanismus, welcher diese Umgehung verunmöglicht.

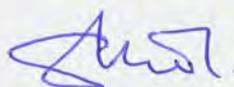
Die langen Übergangsfristen bei der Einführung und der Ausdehnung der Personenfreizügigkeit haben sich bewährt. Der SBV hält die vereinbarte Übergangsfrist von insgesamt 10 Jahren deshalb für angemessen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen

Schweizerischer Baumeisterverband

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Lehmann'.

Dr. Daniel Lehmann
Direktor SBV

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Senn'.

Martin A. Senn
Leiter Politik und Kommunikation

Wir bauen für Sie die Schweiz

Kopie an:

- Fachverband Infra, Weinbergstrasse 49, 8042 Zürich
- bauenschweiz, Weinbergstrasse 55, 8042 Zürich
- Schweizerischer Gewerbeverband sgv, Schwarztorstrasse 26, 3001 Bern
- Economiesuisse, Hegibachstrasse 47, 8032 Zürich

Madame
Kathrin Gäumann
Office fédéral des migrations (ODM)
Quellenweg 6
3003 Berne-Wabern

Paudex, le 6 novembre 2013
SHR/mg

Consultation fédérale – Extension de la libre circulation des personnes à la Croatie

Madame,

Nous avons pris connaissance de la consultation mentionnée sous rubrique portant sur l'extension de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) à la Croatie qui a adhéré à l'Union européenne (UE) le 1^{er} juillet 2013. Nous vous transmettons ci-après notre prise de position.

Le peuple suisse a manifesté à plusieurs reprises sa volonté de voir les relations avec l'Europe réglées par la voie bilatérale. Nous considérons que cette voie doit être poursuivie. On relèvera par ailleurs que la Suisse est efficace dans les négociations portant sur des points précis – les objectifs des négociations ont été intégralement atteints – bien plus qu'en matière de conventions beaucoup plus globales. On peut donc considérer que les intérêts du pays ont été sérieusement pris en compte.

D'autre part, les mesures d'accompagnement visant à lutter contre la sous-enchère salariale et la pression excessive sur les conditions d'emploi en Suisse, entrées en vigueur le 1^{er} juin 2004 et renforcées le 1^{er} avril 2006 suite à l'extension de l'ALCP aux dix nouveaux états membres de l'UE, puis en 2013 (notamment des sanctions à l'égard des faux-indépendants et l'introduction de la responsabilité solidaire de l'employeur), se sont avérées efficaces. Cela étant, les préoccupations de la population, mais aussi des entrepreneurs, patrons de PME confrontés au quotidien à la concurrence étrangère et à la pression économique, sont des préoccupations légitimes que l'on ne peut négliger. Dans ce sens, la discussion entre partenaires sociaux peut se poursuivre sur quelques aménagements, par exemple en matière de contrôles et sur la question de l'indépendance fictive, mais l'extension de l'accord à la Croatie ne saurait justifier l'adoption de n'importe quelle mesure d'accompagnement.

Dès lors que la libre circulation concerne au premier chef le marché du travail, son extension à la Croatie permettra aux entreprises suisses de prospecter, en cas de besoin de main-d'œuvre, dans une zone de recrutement plus étendue. L'ouverture de notre marché du travail est un atout dont notre économie bénéficie largement. Différentes études l'ont montré : si la Suisse a pu maintenir, malgré la crise, un taux de croissance supérieur à

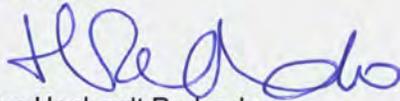
celui de la zone euro, c'est aussi grâce à la libre circulation des personnes qui a favorisé la création d'emplois.

Elle a également eu des conséquences positives pour nos assurances sociales. Pour cette même raison, et au vu des délais transitoires, les risques d'une immigration excessive sont limités. Il n'y a donc pas lieu de s'opposer à l'extension de l'ALCP à ce nouvel Etat membre de l'UE.

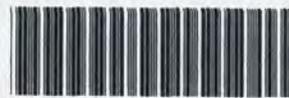


En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente prise de position, nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de notre considération distinguée.

Centre Patronal



Sandrine Hanhardt Redondo



Auslandschweizer-Organisation
Organisation des Suisses de l'étranger
Organizzazione degli Svizzeri all'estero
Organisaziun dals Svizzers a l'ester

Alpenstrasse 26
CH-3006 Bern
Tel. +41 (0)31 356 61 00
Fax +41 (0)31 356 61 01
www.aso.ch, info@aso.ch

Office fédéral des migrations (ODM)
A l'attention de Mme Kathrin Gäumann
Quellenweg 6,
3003 Berne-Wabern

Berne, le 14 Novembre 2013

Protocole III relative à l'extension de la libre circulation des personnes – prise de position de l'Organisation des Suisses de l'étranger

Mesdames, Messieurs,

Vous trouverez en annexe la prise de position de l'Organisation des Suisses de l'étranger concernant le sujet cité en marge.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Rudolf Wyder
Directeur

Annexe : mentionnée



Prise de position de l'Organisation des Suisses de l'étranger sur l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie

Le Conseil fédéral a mis en consultation le protocole III relatif à l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie.

En tant que défenderesse des intérêts de plus de 700'000 Suisses à travers le monde, dont les deux-tiers environ résident dans un Etat membre de l'Union européenne, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) suit avec grand intérêt l'évolution des rapports de la Suisse avec l'UE.

L'OSE s'est toujours prononcée jusqu'à présent en faveur de l'accord sur la libre circulation des personnes et de ses extensions successives. Si les débats sur la libre circulation des personnes sont généralement focalisés sur la question des étrangers qui viendraient en Suisse, il s'agit de garder à l'esprit que l'accord bénéficie également aux Suisses qui veulent s'établir dans un pays de l'UE. Les Suisses résidant dans les pays de l'union européenne témoignent de progrès notables quant à la facilitation de la mobilité entre la situation qui prévalait avant l'entrée en vigueur de l'accord et celle d'après.

Par conséquent, l'OSE se réjouit que les Suisses de Croatie ou qui souhaitent s'y établir puissent bientôt bénéficier des avantages indéniables dont ils jouissent déjà dans les autres Etats membres de l'UE et de l'AELE, et voir ainsi leur mobilité considérablement facilitée.

L'OSE déplore toutefois que l'introduction de la libre circulation des personnes s'accompagne de la suppression de la possibilité d'adhérer à l'AVS/AI facultative pour les Suisses résidant dans ces Etats. Dès lors, l'OSE juge souhaitable que l'extension de cet accord soit accompagnée d'une information circonstanciée aux Suisses résidant en Croatie afin qu'ils ne rencontrent pas de difficultés majeures pour faire valoir les droits qui leur sont nouvellement conférés par l'accord.



Bundesamt für Migration
Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern

Bern, 22. November 2013

**Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien:
Vernehmlassung**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, uns zu oben genannter Vorlage zu äussern. Der Schweizerische Städteverband vertritt die Interessen der Städte, Agglomerationen und urbanen Gemeinden unseres Landes. Die Städte sind zwar nicht direkt in die Umsetzung des Freizügigkeitsabkommens involviert. Die Folgen der Personenfreizügigkeitsabkommen mit der EU sind aber sehr wohl relevant für die Städte. Als Wirtschaftsmotoren unseres Landes sind sie auf gute Rahmenbedingungen angewiesen und erachten die Personenfreizügigkeit als entscheidend für die Wettbewerbsfähigkeit des Standortes Schweiz und somit auch der Städte und Agglomerationen unseres Landes.

Wir benutzen die Gelegenheit deshalb gerne, Ihnen mitzuteilen, dass der Schweizerische Städteverband die Migrationspolitik des Bundesrates unterstützt. Die Städte sind davon überzeugt, dass die Personenfreizügigkeit wesentlich zum Wohlstand der Schweizer Städte und des Landes beiträgt. Deswegen unterstützt der Schweizerische Städteverband auch die siebte Erweiterungsrunde, welche die Schweiz mit der Europäischen Union (EU) am 1. Juli 2013 abgeschlossen hat. Die Verbesserung des Ventilklauselmechanismus, die Regelungen der Übergangsfristen, die Berechnung des Schwellenwerts sowie die Höhe der Kontingente erachten wir als wichtige Elemente des neuen Abkommens. Wir befürworten schliesslich auch ausdrücklich die notwendigen innerstaatlichen Gesetzesanpassungen im Bereich der sozialen Sicherheit.



Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Städteverband

Präsident

Kurt Fluri, Nationalrat
Stadtpräsident Solothurn

Direktorin

Renate Amstutz

per Mail kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Kopien Städteinitiative Sozialpolitik
Schweizerischer Gemeindeverband



Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Frau Bundesrätin
Simonetta Sommaruga
Vorsteherin Eidg. Justiz- und
Polizeidepartement EJPD
Bundeshaus West
3003 Bern

Bern, 21. November 2013

**Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien:
Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zum Verhandlungsergebnis des Protokolls III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf Kroatien Stellung zu nehmen, und unterbreiten Ihnen dazu folgende Antwort.

Nach Ansicht von Travail.Suisse, dem unabhängigen Dachverband der Arbeitnehmenden, sind die Bilateralen Verträge für unser Land von hoher Wichtigkeit. Sie ermöglichen eine hohe wirtschaftliche Verflechtung zwischen der Schweiz und der Europäischen Union (EU). So gehen 60% der schweizerischen Exporte in den EU-Raum und gar 80% der Importe stammen von dort. Rund ein Drittel unserer Arbeitsplätze hängt von unseren wirtschaftlichen Beziehungen mit der EU ab.

Die Personenfreizügigkeit jedoch ist aus Sicht der Arbeitnehmenden nicht grundsätzlich etwas wünschenswerte und geniesst daher auch nicht die uneingeschränkte Unterstützung von Travail.Suisse. Als Teil der Bilateralen Verträge und insbesondere dank den flankierenden Massnahmen wurde allerdings in der Vergangenheit die Personenfreizügigkeit von uns immer mitunterstützt. Dies gilt nicht zuletzt für die Abstimmungen zu den beiden Erweiterungsrounds 2006 und 2009.

Wir nehmen das Verhandlungsergebnis des Protokolls III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf Kroatien zur Kenntnis. Wir teilen die Einschätzung, dass das Verhandlungsmandat des Bundesrates erfüllt und die Verhandlungsziele erreicht werden konnten.

Wir bewerten das Verhandlungsergebnis zur Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien als weitestgehend identisch mit den bisherigen Erweiterungsrounds und beschränken uns inhaltlich auf die folgenden Punkte:

- In der für uns zentralen Frage der Übergangsperiode begrüßen wir die vereinbarten Übergangsfristen, welche gesamthaft ein Übergangsregime von 10 Jahren ab Inkrafttreten des Protokolls III ergeben.
- Gleichzeitig anerkennen wir die Anpassungen beim Ventilklausel-Mechanismus und begrüßen, dass der Umgehungseffekt über die L-Bewilligungen bei einer Anrufung der Ventilklausel gegenüber den B-Bewilligungen für kroatische Staatsangehörige nicht möglich sein wird.
- Die Regelungen zu den Kontingenten für die Übergangsperiode, insbesondere die Veränderungen zu den pro-rata-Berechnungen erachten wir aufgrund der kleinen Mengen als unproblematisch.
- Das Verhandlungsergebnis zu den Anhängen zum Protokoll III betreffend der Übergangsregelung für den Erwerb von landwirtschaftlichen Grundstücken, der Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit und der Anerkennung der Berufsqualifikationen begrüßen wir.

Für den Erhalt der politischen Unterstützung der Personenfreizügigkeit ist es zentral, dass die wirtschaftliche Situation der ansässigen Bevölkerung nicht leidet. Dies wurde bisher versucht mit den flankierenden Massnahmen sicherzustellen, indem hier der Grundsatz verankert wurde, dass in der Schweiz Schweizer Löhne und Schweizer Arbeitsbedingungen gelten sollen. Die Rückmeldungen aus den bei Travail.Suisse angeschlossenen Verbänden und deren jeweiligen Basis zeigen aber eine zunehmende Skepsis der Bevölkerung gegenüber der Personenfreizügigkeit. Die positiven ökonomischen Effekte des offenen Arbeitsmarktes kommen nicht allen zugute. Vermehrtes Lohn-dumping in etlichen Branchen, eine allgemein gedämpfte Lohnentwicklung und Verdrängungseffekte auf dem Arbeitsmarkt, besonders ausgeprägt in den Grenzregionen, lassen die Zustimmung zur Personenfreizügigkeit erodieren.

Für Travail.Suisse ist es deshalb klar, dass es Anpassungen im Bereich der flankierenden Massnahmen für den Arbeitsmarkt braucht, um das Vertrauen in die Personenfreizügigkeit wieder zu stärken und die Arbeitnehmervertreter von einer weiteren Erweiterungsrounde zu überzeugen. Travail.Suisse ortet im Bereich der flankierenden Massnahmen insbesondere in folgenden Bereichen Handlungsbedarf:

- Mindestlöhne in Tieflohnbranchen: In der Schweiz braucht es in Tieflohnbranchen flächendeckend branchenspezifische oder regionale Mindestlöhne, um wirkungsvoll gegen Lohn-dumping vorgehen zu können. Die heutigen flankierenden Massnahmen krankten oft daran, dass ohne Mindestlohn die Frage des Missbrauchs nicht klar zu beantworten ist. Deshalb sind die gesetzlichen Voraussetzungen zu schaffen, damit die erleichterte Allgemeinver-

bindlichkeitserklärung von Gesamtarbeitsverträgen und der Erlass von Normalarbeitsverträgen mit verbindlichen Mindestlöhnen vom Bund und allen Kantonen verbreiteter angewendet wird. Nur Mindestlöhne stellen sicher, dass das vorhandene Dispositiv zum Schutz der Löhne auch präventiv zur Anwendung kommt.

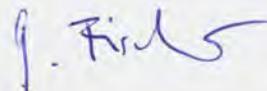
- Verschärfter Vollzug: Der Vollzug der flankierenden Massnahmen ist laufend zu verbessern. Insbesondere im Bereich der Kontrollen ist eine Anpassung an die stetig steigende Anzahl der Zuwanderer und Grenzgänger anzupassen. Die Bussen sind anzuheben, um die abschreckende Wirkung zu erhöhen und damit deren Höhe in einem richtigen Verhältnis zu den Folgen des Lohndumpings steht. Optimierungen im Meldeverfahren und in der Zusammenarbeit zwischen Bund, Kantonen und den Kontrollorganen sind vorzunehmen.
- Sondermassnahmen für Grenzregionen: Die Grenzregionen sind den negativen Auswirkungen des offenen Arbeitsmarktes besonders ausgesetzt. Folglich bedürfen sie intensiver Überwachung und Kontrollen. Lohndruck und Verdrängungseffekte sind besonders ausgeprägt, was auch Anpassungen im Bereich der arbeitsmarktlichen Massnahmen und der Arbeitslosenversicherung notwendig machen.

Ohne eine Politik, welche die Früchte des Wachstums einer breiteren Bevölkerungsschicht zukommen lässt als bisher und welche den Schutz der Löhne angemessen berücksichtigt und über den Ausbau der flankierenden Massnahmen weiter sichert, ist die Zustimmung von Travail.Suisse und den angeschlossenen Verbänden zu einer Ausdehnung der Personenfreizügigkeit in einer allfälligen Referendumsabstimmung äusserst unsicher.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen und verbleiben mit freundlichen Grüssen.



Dr. Martin Flügel
Präsident Travail.Suisse



Gabriel Fischer
Leiter Wirtschaftspolitik

Bundesamt für Migration
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Bern, 26. November 2013

Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien: Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Grundsätzliche Bemerkungen

Die Schweiz ist ein kleines Land inmitten von Europa. Sie ist auf gute Beziehungen und eine enge Zusammenarbeit mit ihren Nachbarländern angewiesen. Dementsprechend bedeutend sind die bilateralen Verträge mit der EU. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) stimmte in der Vergangenheit deshalb einer Öffnung des Schweizer Arbeitsmarktes für Personen aus der EU zu. Dies unter der Bedingung, dass die Löhne und Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmer/innen in der Schweiz gesichert sind. In der Schweiz müssen Schweizer Löhne bezahlt werden. Aufgrund der Lohnunterschiede zwischen der Schweiz und den EU-Staaten erfordert die Personenfreizügigkeit entsprechende flankierende Massnahmen.

Die Ausdehnung auf Kroatien ist diesbezüglich eine Herausforderung. Das Land ist mit rund 4.5 Mio. Einwohner/innen zwar relativ klein. Doch die Schweizer Arbeitgeber könnten dort künftig Arbeitskräfte rekrutieren, deren Löhne gegen vier Mal tiefer sind als die in der Schweiz üblichen Löhne. Liesse man zu, dass die Schweizer Arbeitgeber beliebig tiefe Löhne bezahlen können, würden zahlreiche von ihnen versuchen, Arbeitskräfte aus Kroatien zu tieferen Löhnen anzustellen. Konzentrieren sich diese Anstellungen zu solchen Dumping-Löhnen auf einzelne Sektoren, dürfte die Schweiz rasch negative Auswirkungen auf die Löhne und die Arbeitsbedingungen feststellen. Damit die Schweizer Löhne trotz Personenfreizügigkeit mit den alten und neuen EU-Staaten garantiert sind, müssen die flankierenden Massnahmen deshalb wasserdicht sein.

Die Ausdehnung auf Kroatien ist kein isolierter Entscheid. Wenn die Schweiz die Personenfreizügigkeit nicht auf Kroatien ausweitet, ist die gesamte Personenfreizügigkeit und mit ihr die Bilateralen Verträge I in Frage gestellt. Der Entscheid über Kroatien ist deshalb auch ein Entscheid über die Personenfreizügigkeit und ihre Auswirkungen insgesamt. Damit zugestimmt werden kann, muss der Schutz der Löhne und Arbeitsbedingungen gewährleistet sein. Die Flankierenden Massnahmen müssen funktionieren.

Verbesserung der Flankierenden Massnahmen notwendig

Der SGB hat die bestehenden flankierenden Massnahmen überprüft. Die SGB-Delegiertenversammlung hat am 3. Juni 2013 eine Zwischenbilanz gezogen, Mängel festgestellt und Forderungen beschlossen, wie die Flankierenden Massnahmen verbessert werden müssen. Die Beschlüsse wurden dem Bundesrat im Anschluss an die Delegiertenversammlung zugestellt, so dass hier auf eine detaillierte Darstellung verzichtet wird.

Grundsätzlich ist anerkennend festzuhalten, dass in den letzten Jahren wichtige Aufbauarbeit geleistet wurde. Es hat sich gezeigt, dass die flankierenden Massnahmen unbedingt notwendig sind. Wo kontrolliert wurde, sind häufig Lohnverstösse aufgedeckt worden. Die Öffnung des Schweizer Arbeitsmarktes hat dazu geführt, dass zahlreiche Arbeitgeber Personal zu tieferen Löhnen angestellt haben, als in der Schweiz üblich ist. Dies belegen die Berichte des SECO zu den flankierenden Massnahmen.

Voraussetzung für den wirksamen Schutz der Löhne sind gute, verbindliche Mindestlöhne. Ohne Mindestlöhne können die Lohndrücker unter den Arbeitgebern nicht zur Rechenschaft gezogen und gebüsst werden. Der Schutz der Löhne über Mindestlöhne ist in der Schweiz aber unterentwickelt. Die Instrumente sind mehrheitlich über 50 Jahre alt. Insbesondere das Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung AVE von Gesamtarbeitsverträgen (GAV) aus dem Jahr 1956 ist veraltet. Mit den Flankierenden Massnahmen wurden zwar die Instrumente des Normalarbeitsvertrags NAV und der erleichterten Allgemeinverbindlicherklärung eingeführt. Doch ihre Wirkung ist begrenzt. Und sie werden kaum angewendet. Im internationalen Vergleich ist die GAV-Förderung in der Schweiz schwach. Die Hürden für die AVE und die NAV sind hoch. Für die AVE gelten strenge Quoren (z.B. 50 Prozent der Firmen in GAV). Und die erleichterte AVE sowie NAV können erst dann zum Einsatz kommen, wenn die Löhne in einer Branche bereits stark unter Druck sind.

Die Instrumente zum Schutz der Löhne sind veraltet. Sie stammen aus einer Zeit, in welcher der Schweizer Arbeitsmarkt vergleichsweise geschlossen war und der Sekundärsektor mit seiner guten GAV-Abdeckung einen viel grösseren Beschäftigungsanteil hatte. Heute ist der Schweizer Arbeitsmarkt stärker geöffnet. Die Schweizer Firmen sind internationaler. Die Mehrheit der Beschäftigten arbeitet im Dienstleistungssektor. Neue, teilweise prekäre Arbeitsformen wie die Temporärarbeit haben stark an Bedeutung zugelegt.

Wegen den hohen gesetzlichen Hürden ist die Mindestlohn- und GAV-Abdeckung in der Schweiz ungenügend. Obwohl das Land europaweit höchste Löhne hat. Die Instrumente zum Schutz der Löhne über Mindestlöhne müssen deshalb modernisiert und an die heutige Realität angepasst werden – insbesondere das Instrument des GAV, aber auch der NAV. Damit der Schweizer Lohnschutz den heutigen Anforderungen genügt.

Die SGB-Delegierten fordern beispielsweise, dass das Arbeitgeberquorum bei der AVE gestrichen wird. Eine AVE soll unter gewissen Bedingungen auch aus öffentlichem Interesse ohne Einhaltung von Quoren möglich sein.

Zusätzlich muss der Vollzug verbessert werden. Die Kontrollen müssen mit der Zuwanderung Schritt halten. In den Grenzregionen braucht es einen vom Bund finanzierten Sondereffort bei der Kontrolle der Löhne und Arbeitsbedingungen. Der Bund muss den Vollzug besser überwachen – er muss verhindern, dass die Kantone mit zu tiefen Richtlöhnen dumpende Arbeitgeber durch die Kontrollen schlüpfen lassen. Die Bussen sind zu tief und müssen erhöht werden. Arbeitnehmer-

vertretungen müssen wirksamer gegen Kündigung geschützt werden. Bei krassen Missbräuchen müssen die Kontrolleure Baustellen schliessen und Arbeitsunterbrüche verfügen. Die Zutritte der Gewerkschaften auf die Baustellen müssen gewährleistet sein, damit die Missbräuche aufgedeckt werden können.

Was Fragen ausserhalb des Arbeitsmarktes betrifft – namentlich die Auswirkungen der Freizügigkeit auf den Schweizer Wohnungsmarkt – gehen wir davon aus, dass diesen vom Bundesrat die notwendige Aufmerksamkeit geschenkt wird.

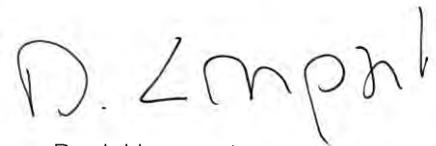
Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Paul Rechsteiner
Präsident



Daniel Lampart
Leiter SGB-Sekretariat
Chefökonom SGB

Office fédéral des migrations
A l'att. de Madame Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Berne, le 26 novembre 2013

le texte allemand fait foi

Protocole III concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) du 21 juin 1999 à la Croatie ; prise de position

Madame la conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

Remarques de principe

La Suisse est un petit pays situé au centre de l'Europe. Elle a besoin d'entretenir des bonnes relations et de collaborer étroitement avec ses voisins. Les accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne (UE) revêtent en conséquence une grande importance pour elle. C'est pour cela que l'Union syndicale suisse (USS) a dit oui par le passé à une ouverture de notre marché du travail aux ressortissant(e)s de l'UE. Mais cela, à la condition que nos salaires et conditions de travail soient préservés. En Suisse, on doit verser des salaires suisses. Étant donné la différence entre les salaires suisses et ceux versés dans l'UE, des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes sont indispensables.

À cet égard, l'extension de cette dernière à la Croatie constitue un défi. Avec ses 4,5 millions d'habitants, ce pays est certes relativement petit. Mais les patrons de Suisse pourraient y recruter de la main-d'œuvre dont les salaires sont quatre fois inférieurs à nos salaires usuels. Si on laissait les employeurs de Suisse verser sans autre des bas salaires, nombre d'entre eux essaieraient donc d'engager de la main-d'œuvre croate. Et si ces embauches à des salaires de dumping se concentraient sur quelques secteurs, la Suisse en constaterait rapidement les effets négatifs sur les salaires et les conditions de travail locales. Pour que les salaires suisses soient garantis en dépit de la libre circulation de personnes provenant des anciens comme des nouveaux États de l'UE, il faut par conséquent que les mesures d'accompagnement soient en béton armé.

L'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie n'est pas une décision isolée. Si la Suisse ne l'accepte pas, c'est toute la libre circulation des personnes et, avec elle, les Accords bilatéraux I qui seront remis en question. C'est pourquoi la décision sur la Croatie est aussi une décision au sujet de la libre circulation des personnes et de ses effets globaux. Pour que l'on puisse

être d'accord avec l'extension de la libre circulation des personnes à ce pays, il faut que la protection de nos salaires et conditions de travail soit garantie. Les mesures d'accompagnement doivent fonctionner.

Les mesures d'accompagnement doivent être améliorées

L'USS a analysé les actuelles mesures d'accompagnement. Le 3 juin 2013, son Assemblée des délégué(e)s en a dressé un bilan intermédiaire, a constaté des failles et adopté des revendications sur la manière dont elles doivent être améliorées. Les décisions prises par cette Assemblée des délégué(e)s ont ensuite été transmises au Conseil fédéral. Nous pouvons donc renoncer à les présenter ici par le menu.

Fondamentalement, il faut reconnaître que, ces dernières années, on a réalisé un important travail pour développer ces mesures. Et il est apparu que celles-ci sont absolument nécessaires. En cas de contrôle, on découvre en effet fréquemment des infractions salariales. L'ouverture du marché suisse du travail a eu pour effet que de nombreux employeurs ont engagé du personnel pour des salaires inférieurs à ce qui est l'usage chez nous. Les rapports du SECO sur les mesures d'accompagnement le prouvent.

Pour protéger efficacement les salaires, l'existence de salaires minimums obligatoires est une condition préalable. Sinon, ceux des patrons qui font pression sur les salaires n'ont pas de comptes à rendre et ne peuvent se voir infliger des amendes. Mais la protection des salaires au moyen de salaires minimums est sous-développée en Suisse. La majorité des instruments pour ce faire a plus de 50 ans. La loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail est trop vieille ; elle date de 1956. Si les mesures d'accompagnement ont permis d'introduire de nouveaux instruments – contrat-type de travail (CTT), extension facilitée des conventions collectives de travail (CCT) –, leur efficacité est cependant limitée et ils ne sont guère appliqués. En comparaison internationale, l'encouragement des CCT est faible dans notre pays. Les obstacles posés à l'extension des CCT et à l'édiction de CTT sont élevés. Pour pouvoir étendre une CCT, des quorums stricts doivent être respectés (p. ex. 50 % des entreprises soumises à la CCT). Et l'extension facilitée de CCT ainsi que les CTT n'entrent en ligne de compte que si les salaires subissent déjà une forte pression dans une branche.

Les instruments de protection des salaires sont trop vieux. Ils sont d'une époque où le marché suisse du travail était, en comparaison avec aujourd'hui, fermé et où la couverture conventionnelle (par CCT) du secteur secondaire, qui représentait alors une part beaucoup plus grande de l'emploi qu'actuellement, était bonne. Notre marché du travail est désormais plus ouvert. Les entreprises suisses ont plus d'activités internationales et la majorité des salarié(e)s travaillent dans le secteur tertiaire des services. De plus, de nouvelles formes de travail précaire, comme le travail temporaire, ont beaucoup gagné en importance.

Étant donné les obstacles légaux élevés déjà cités, la couverture en salaires minimums et en CCT est insuffisante en Suisse. Cela, bien que notre pays connaisse les salaires les plus élevés d'Europe. C'est pour cela qu'il faut moderniser les instruments de protection des salaires au moyen de salaires minimums – en particulier les CCT, mais aussi les CTT – et les adapter aux réalités actuelles, afin que cette protection satisfasse aux exigences actuelles.

Les délégué(e)s de l'USS ont demandé par exemple la suppression du quorum des employeurs, qui est à satisfaire pour pouvoir étendre une CCT. Et, sous certaines conditions, l'extension d'une CCT doit être possible pour des raisons d'intérêt général, sans avoir à respecter de quorum.

En outre, l'application des mesures d'accompagnement doit être améliorée. Il faut que les contrôles suivent le rythme de l'immigration. À cet égard, la Confédération doit fournir un effort financier spécial pour contrôler les salaires et les conditions de travail dans les régions frontalières. Elle doit mieux surveiller la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et empêcher qu'en appliquant des salaires de référence trop bas lors de leurs contrôles, les cantons ne permettent aux employeurs qui font de la sous-enchère de passer entre les mailles de ces contrôles. De plus, les amendes sont trop faibles et doivent donc être relevées. Enfin, les représentations des salarié(e)s doivent être mieux protégées contre le licenciement. En cas d'abus flagrants, les contrôleurs doivent fermer les chantiers et ordonner des interruptions de travail. L'accès des syndicats aux chantiers doit être garanti, afin que les abus puissent être démasqués.

En ce qui concerne les questions qui n'ont pas trait au marché du travail – à savoir les effets de la libre circulation des personnes sur le marché suisse du logement –, nous partons de l'idée que le Conseil fédéral leur accordera toute l'attention qui leur est due.

En vous remerciant de bien vouloir prendre en considération la présente prise de position, nous vous prions de croire, Madame la conseillère fédérale, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.

UNION SYNDICALE SUISSE



Paul Rechsteiner
Président



Daniel Lampart
Premier secrétaire
et économiste en chef



Bundesamt für Migration BFM
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Brugg, 26. November 2013

Zuständig: Monika Schatzmann
Sekretariat: Barbara Saxer
Dokument: 131126_VN Ausdehnung FZA Kroatien Nov
2013.docx

Per E-Mail an: kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Vernehmlassung zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommen vom 21. Juni 1999 auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Frau Gäumann

Für die Möglichkeit, zur geplanten Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien Stellung nehmen zu können, danken wir Ihnen. Grundsätzlich begrüssen wir das ausgehandelte Zusatzprotokoll, da es über längere Zeit kaum vorstellbar ist, dass nicht alle Mitgliedsstaaten der EU gleich behandelt werden.

A) Notwendige Gesetzesanpassungen

Einverstanden.

B) Protokoll III zum Abkommen über den freien Personenverkehr: Ausdehnung des Abkommens vom 21. Juni 1999 über den freien Personenverkehr (FZA) auf Kroatien

Übergangsfristen

Wir begrüssen die schrittweise Ausdehnung des freien Personenverkehrs auf Kroatien, die vorgehene maximale Übergangsfrist von insgesamt zehn Jahren (inkl. Ventilklausel) und dass die Laufzeiten für die Übergangsfristen ab Inkrafttreten des Protokolls, und nicht bereits ab Beitritt zur EU, beginnen.

Neu können die letzten beiden Jahre der siebenjährigen Übergangsfrist (Kontingente etc.) von der Schweiz nur beansprucht werden, falls ernsthafte Störungen im Bereich des Arbeitsmarktes oder der Wirtschaft resp. im Falle der drohenden Gefahr solcher Störungen auftreten und wenn der Gemischte Ausschuss Schweiz-EU diesem zustimmt. Dies ist klar eine Verschlechterung gegenüber dem Zusatzprotokoll II, auch wenn die Schweiz in diesem Fall während fünf Jahren die Ventilklausel ausrufen könnte und im Total die Übergangsfristen zehn Jahre betragen.

Wir beantragen, im Hinblick auf die kommenden ausländerpolitischen Abstimmungen, dass auch bei Kroatien der Zugang zum Arbeitsmarkt in der Schweiz von vornherein während den ersten sieben Jahren (Kontingente, Inländervorrang, Kontrolle der Lohn- und Arbeitsbedingungen) beschränkt ist, plus die Möglichkeit der Ventilklausel während drei weiteren Jahren.

Wir unterstützen die Anpassungen im Bereich der Ventilklausel.



Kontingente

Mit den progressiv ansteigenden Jahreskontingenten erklären wir uns grundsätzlich einverstanden.

Nicht kontingentierte Kurzaufenthalter bis vier Monate

Unter dem Titel „Kurzaufenthalter bis vier Monate“ sollen weiterhin nur sogenannte qualifizierte Arbeitskräfte zugelassen werden. Nicht qualifizierte Kurzaufenthalter, die für eine Zeit von unter vier Monaten beschäftigt werden, sollen dem Kontingent der Kurzaufenthalter mit einer Aufenthaltsdauer von über vier Monaten belastet werden, sofern sich darin Platz bietet. Wir sprechen uns klar gegen diese für die Landwirtschaft einschränkende Massnahme aus. Die Landwirtschaft ist auf die Rekrutierung von Arbeitskräften für eine Dauer von bis zu vier Monaten angewiesen (Erntehelfer). Dadurch sollte das Kontingent der Kurzaufenthalter nicht belastet werden.

Die Einschränkungen bei den Kurzaufenthaltern unter vier Monaten sind – aus Sicht der Gefahr oder der Angst vor einer übermässigen Einwanderung– nicht zu begründen. Gerade diese Kategorie von Arbeitnehmenden wird nach Ablauf der Anstellungsdauer in der Schweiz ohne weiteres wieder in ihr Heimatland zurückkehren.

Wir sind überzeugt, dass bei Weglassen dieser unnötigen und diskriminierenden Einschränkung der Druck auf die Beschäftigung von Personen ohne Bewilligung ganz entschieden gemindert und damit ein positiver Beitrag zur Bekämpfung der Schwarzarbeit geleistet wird.

Aus diesem Grund beantragen wir das Qualifikationskriterium fallen zu lassen.

Dienstleistungserbringer / Selbständig Erwerbstätige

Einverstanden.

Autonome Übergangsregelung bis zum Inkrafttreten des Protokolls III

Wir begrüssen das vorgesehene Vorabkontingent von 50 Einheiten der Aufenthaltskontingente B, 450 Einheiten der Kurzaufenthaltskontingente L sowie 1000 Aufenthalte von weniger als vier Monaten.

Übrige Bestimmungen

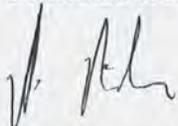
Keine Bemerkungen.

Im Hinblick auf die sehr angespannte innenpolitische Lage in Bezug auf die Zuwanderung, bitten wir den Bundesrat, die aktuellen Möglichkeiten der Begleitmassnahmen umzusetzen und in Zukunft zu verstärken.

Wir hoffen, dass Sie unsere Anträge berücksichtigen werden und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Bauernverband



Markus Ritter
Präsident



Jacques Bourgeois
Direktor



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI



BFMPE0090966

BFM
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Per E-Mail
kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Zürich, 26. November 2013 RDB/sm
derrer@arbeitgeber.ch

Vernehmlassung zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns mit Schreiben vom 28. August 2013 zur Stellungnahme zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien eingeladen. Wir danken Ihnen für die uns eingeräumte Gelegenheit zur Stellungnahme.

Die Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV) lässt sich wie folgt zusammenfassen:

- Wir unterstützen die Ausdehnung des Abkommens über den freien Personenverkehr auf Kroatien.
- Wir unterstützen das ausgehandelte Übergangsregime und die damit verbundene schrittweise Öffnung des Arbeitsmarktes gegenüber Kroatien.

1. Allgemeine Bemerkungen

Die bilateralen Verträge zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der EU sind aus politischer wie wirtschaftlicher Sicht von eminenter Bedeutung für die Schweiz. Die EU machte es seinerzeit zur Bedingung, dass die (sieben) Vertragswerke parallel verhandelt sowie gemeinsam unterzeichnet und in Kraft gesetzt werden müssen (Parallelismus); dies, weil die verschiedenen Dossiers lediglich als Gesamtheit im Interesse der Vertragspartner erachtet wurden.

Das Abkommen über den freien Personenverkehr ist Teil dieser Verträge. Würde dieses seitens der Schweiz aufgekündigt, so würde sie implizit die gesamten bilateralen Verträge mittels einseitigen Akts



aufheben, was nicht abschätzbare Konsequenzen zur Folge hätte. Die Ablehnung der Erweiterung der bilateralen Verträge auf das neue EU-Mitglied Kroatien könnte zwar seitens der Schweiz nicht als Willen zur Auflösung des Personenfreizügigkeitsabkommen interpretiert werden. Indes würde dieses Verdikt der Schweiz die EU in eine schwierige politische Position bringen. Dass die Personenfreizügigkeit auf neu der EU beitretende Länder ausgeweitet werden muss, um nicht innerhalb der EU eine Zweiklassengesellschaft zu haben, ist nachvollziehbar.

Angesicht der ausgehandelten Übergangslösungen im Rahmen des Protokolls III zum Abkommen über den freien Personenverkehr (nachfolgend Protokoll III) ist eine Konfrontation mit der EU zu vermeiden. Die Schweiz hat zurzeit gewichtigere Dossiers in Brüssel zu vertreten, als die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien (insbes. institutionelle Fragen und Steuerbelange) und sie ist gut beraten, in diesen Dossiers einen klaren Standpunkt zu vertreten. Würde sich die Schweiz mit der generellen Auflösung der bilateralen Verträge konfrontiert sehen, müsste sie als Bittstellerin zwangsläufig aus einer Position der Schwäche heraus verhandeln.

2. Bedeutung von Kroatien für den Schweizer Arbeitsmarkt

Mit Blick auf den Arbeitsmarkt Kroatien kann festgehalten werden, dass die Öffnung dieses Marktes gegenüber der Schweiz für eine Mehrheit der Unternehmen zurzeit nicht von vordergründiger Bedeutung ist. Nichtsdestotrotz begrüßen wir die Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf Kroatien, zum einen aus den grundsätzlichen Überlegungen zur Personenfreizügigkeit, zum anderen aber auch mit Blick auf mögliche Geschäftspotentiale, die sich im Laufe der Jahre mit Kroatien nach dessen Einbindung in die EU intensivieren könnten.

3. Verbesserung des Ventilklausel-Mechanismus

Der SAV begrüsst die Verbesserung der Verhandlungen des Bundesrates im Vergleich zum Protokoll II zur Erweiterung von Rumänien und Bulgarien, dass nun die Ventilklausel für L- und B-Bewilligungen gemeinsam angerufen werden kann, wenn eine Kategorie das Kontingent übersteigt. Dies führt in unseren Augen zu einer klareren Transparenz, schliesst die Umgehung der Norm aus und ist im Sinne der Sache.

4. Regelung Übergangsfristen

Die Übergangsfristen wurden analog zum Protokoll I und II zum FZA unverändert auf 7 Jahre (2+3+2) belassen, wobei die letzten 2 Jahre nur mit Zustimmung des gemischten Ausschusses möglich sind. Sollte dieser die zweiten 2 Jahre verweigern, steht der Schweiz während 5 Jahren die Möglichkeit der Anrufung der Ventilklausel offen. Bei einer vollumfänglichen Ausschöpfung der Übergangsregelung kann entsprechend die Ventilklausel nur noch 3 Jahre nach Ablauf der Übergangsfristen angerufen werden. Somit besteht die Möglichkeit der Begrenzung der Zuwanderung aus Kroatien während längstens 10 Jahren nach Inkrafttreten des Protokolls III. Der SAV ist der Ansicht, dass dieses System sich in der Praxis bewähren wird, insbesondere, da die Zuwanderung aus dem doch recht kleinen Staat Kroatien mit 4,4 Mio. Einwohnern sich in Grenzen halten wird. Speziell, da gemäss Statistiken des BFS sich die Zuwanderung von Kroatien stabilisiert hat und dies nicht erst seit 2002 durch Unterstellung unter die Drittstaatkontingente. Aus diesen Gründen rechnet der SAV auch mit der Ausdehnung des FZA auf Kroatien nicht mit einer Schwemme entsprechender Staatsangehörigen. Dazu kommt, dass die Zuwanderung nicht unkontrolliert erfolgt; sie folgt den Bedürfnissen der Schweizer Wirtschaft.



5. Kontingente

Dass der Bundesrat im Gegenzug zur Verbesserung der Ventilklausel die Kontingente im 5. bis 7. Jahr nach Inkrafttreten gegenüber der pro-rata-Rechnung leicht erhöht hat, erscheint uns als zweckmässig.

6. Berechnung Schwellenwerte der Ventilklausel und Höhe der Kontingente zur Anrufung der Ventilklausel

Die kürzere Frist zum Vergleich der Zuwanderung und der Möglichkeit zur Anrufung der Ventilklausel im 6. und 7. Jahr wird begrüsst. Ebenfalls einverstanden sind wir auch mit den Kontingenten bei Anrufung der Ventilklausel für das darauffolgende Jahr von 110% bei L-Bewilligungen und 105% bei B-Bewilligungen.

7. Zusammenfassung

Angesichts der geringen wirtschaftlichen Bedeutung der Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien, mit Blick auf die politische Stimmung in der Schweiz punkto der Migrationsthematik und nach Abwägung aller Vor- und Nachteile bezüglich der politischen Rahmenbedingungen im Verhältnis der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der EU, ist die schrittweise Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien zu begrüssen. Das ausgehandelte Übergangsregime ist insgesamt befriedigend. Positiv zu erwähnen ist, dass die Ventilklausel direkten und klaren Niederschlag im Protokoll III gefunden hat. Ebenso positiv zu werten ist, dass die Schutzbestimmungen für den Zugang zum Arbeitsmarkt (konkret die Kontingentierungen von Aufenthaltsbewilligung über 4 Monate) während einer Übergangsfrist von zwei Jahren nach Inkrafttreten des Protokolls III gegenseitig aufrecht erhalten bleiben und durch einseitige Notifizierung durch eine Vertragspartei die Anwendung dieser Schutzbestimmungen auf 5 Jahre ausgedehnt werden kann. Dieses Regime entspricht jenem, welches auch im Protokoll II bezüglich der Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf die Republik Bulgarien und Rumänien ausgehandelt wurde und sich im Grundsatz bewährt hat. Wenngleich die ausgehandelten Kontingente sich bescheiden lesen, erscheinen sie im Vergleich zu den einwohnermässig deutlich grösseren Staaten Bulgarien und Rumänien als angemessen.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, welche Sie unseren Bemerkungen entgegenbringen und bitten Sie, unsere Anträge zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

Prof. Dr. Roland A. Müller
Direktor

Ruth Derrer Ballardore
Mitglied der Geschäftsleitung

Madame La Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département fédéral de
justice et police
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Berne, le 28 novembre 2013 usam-Ta-sw

**Réponse à la consultation
Protocole III relatif à l'extension de l'accord du 21 juin 1999 sur la libre circulation des
personnes à la Croatie**

Madame La Conseillère fédérale,

Nous vous remercions d'avoir requis notre avis sur l'objet cité en titre. Nous vous prions de trouver ci-après notre prise de position, après consultation des organisations membres de l'Union suisse des arts et des métiers usam.

Remarques liminaires

Conformément à sa Résolution en faveur d'une politique de croissance pour les PME, adoptée par le Congrès suisse des arts et des métiers le 23 mai 2012, l'usam préconise la poursuite de la libre circulation des personnes.

Notre Union considère que l'accord sur la libre circulation des personnes (ci-après ALCP), pierre angulaire de la voie bilatérale, constitue une chance pour les PME car il facilite à la fois le recrutement de main-d'œuvre européenne et l'accès à un marché élargi de plusieurs centaines de millions de consommateurs.

L'usam a apporté son soutien à l'extension de la ALCP aux dix Etats (UE-10) qui ont adhéré à l'Union Européenne le 1^{er} mai 2004 ainsi qu'à la Bulgarie et à la Roumanie (UE-2).

Remarques générales

Depuis juin 2002, l'ALCP a été mis en œuvre de manière progressive ce qui a permis à nos PME de s'adapter sans heurts à un marché qui s'ouvre un peu plus aux vents de la concurrence européenne. L'expérience montre qu'en élargissant le potentiel de recrutement de nos entreprises, l'ALCP a permis de pallier la pénurie de personnel qualifié et non qualifié en Suisse et a contribué à la croissance que connaît notre pays. Les branches de l'hôtellerie-restauration et de la construction, qui recourent largement à la main d'œuvre étrangère, figurent parmi les principaux bénéficiaires de cet accord.

Il apparaît également que l'ALCP n'a guère eu d'influence négative sur les variables dites lourdes de notre économie (prix, salaires, emploi, chômage). Par ailleurs, il y a lieu de relever que depuis leur entrée en vigueur le 1^{er} juin 2004 les mesures d'accompagnement ont fait leurs preuves: en assurant une protection efficace contre le dumping salarial et social elles s'avèrent essentielles pour empêcher une concurrence déloyale des entreprises de l'UE.

Extension de l'ALCP à la Croatie

Depuis le 1^{er} juillet 2013 la Croatie fait partie intégrante de l'Union européenne. Les arguments qui plaident en faveur de l'extension de l'ALCP à ce pays sont les mêmes que l'usam avait mis en avant il y a quelques années en faveur de l'extension de l'ALCP aux UE-10 et aux UE-2. Ces arguments peuvent être résumés comme suit:

- Cet élargissement permet de consolider la voie bilatérale suivie par la Suisse dans ses relations avec l'UE et soutenue par l'usam.
- Pour l'écrasante majorité des PME helvétiques, l'extension du principe de la libre circulation aux travailleurs à la Croatie doit surtout être considérée comme une ouverture bienvenue du marché du travail permettant de mieux répondre à leurs besoins de main-d'œuvre.
- Les PME orientées vers l'exportation bénéficieront d'un meilleur accès au marché croate, qui comprend près de 4 millions de consommateurs.

Les arts et métiers considèrent que les dispositions transitoires négociées par la Suisse sont appropriées. La libre circulation pleine et entière n'interviendra qu'après 10 ans. L'usam salue l'existence d'une clause de sauvegarde qui permet de freiner l'éventuel afflux massif de ressortissants Croate.

L'usam accueille favorablement l'amélioration apportée au mécanisme de la clause de sauvegarde: la Suisse pourra désormais, lorsque les conditions quantitatives seront remplies pour contingenter une des deux catégories d'autorisations (autorisations de séjour de courte durée L ou autorisation de séjour B), fixer aussi des nombres maximums pour l'autre catégorie. Cette mesure doit permettre d'éviter qu'on ne contourne la restriction d'accès en se rabattant sur l'autre catégorie.

Conclusion

En conclusion, pour les motifs évoqués ci-dessus, l'usam se déclare favorable à l'extension de l'ALCP à la Croatie.

En vous remerciant de la confiance que vous nous avez témoignée dans le cadre de la présente procédure de consultation, nous vous prions de croire, Madame La Conseillère fédérale, à l'expression de notre considération distinguée.

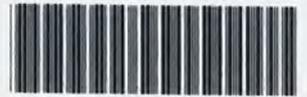
Union suisse des arts et métiers usam



Hans-Ulrich Bigler
Directeur



Marco Taddei
Vice-directeur



Secrétariat général

Kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

Office fédéral des migrations
(ODM)
Madame Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Berne-Wabern

Genève, le 25 novembre 2013
FER no 44-2013

Extension de la libre circulation des personnes à la Croatie

Madame,

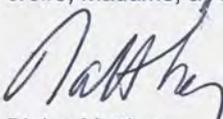
Notre Fédération a pris connaissance avec intérêt de la consultation susmentionnée, à laquelle elle vous remercie de l'avoir associée.

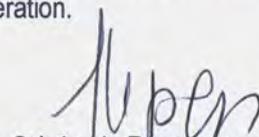
Par le passé, notamment en 2008 lors de l'adhésion à l'Union européenne (UE) de la Bulgarie et de la Roumanie, notre Fédération a toujours soutenu les demandes d'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP). Elle fait de même aujourd'hui, en acceptant le présent protocole.

Elle relève tout d'abord l'apport de la libre circulation des personnes, en particulier, et des accords bilatéraux qui lui sont rattachés en général, à notre pays. Nombre d'études mettent en avant le fait que si la Suisse a pu résister à la crise mondiale de cette manière et continuer à afficher un taux de croissance remarquable compte tenu de ce contexte perturbé, c'est en partie à ces accords qu'elle le doit. Par ailleurs, les faits ont démontré que les risques dénoncés par certains notamment sur le plan des assurances sociales ne se sont pas produits.

Dans le cas présent, la FER constate que la Croatie, nouveau membre de l'Union européenne depuis le 1er juillet 2013, est un petit pays de 4,3 millions d'habitants. La menace de déferlement tant décriée par certains dans ce genre d'opération n'est donc pas à craindre. En outre, la Suisse a négocié une libre circulation par étapes, sur 10 ans, adaptant dans le même temps la mise en œuvre de la clause de sauvegarde en regard des expériences passées. L'extension de l'ALCP à la Croatie peut donc être soutenue sans réserve.

En vous remerciant de l'accueil que vous porterez à notre prise de position, nous vous prions de croire, Madame, à l'expression de notre parfaite considération.


Blaise Matthey
Secrétaire général


Stéphanie Riegsegger
Déléguée

Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz (AUNS)
Postfach 669
3000 Bern 31

BFM
Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern,

E-Mail:
kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch,

Bern, 28. November 2013

Stellungnahme der

Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz (AUNS)

im Rahmen der Vernehmlassung zum

Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen zur obengenannten Vernehmlassung Stellung.
Unsere Erwägungen konzentrieren sich auf folgende Aspekte:

1 Ausgangslage

Die Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz (AUNS) steht der Personenfreizügigkeit nach wie vor skeptisch gegenüber. Die Erfahrungen mit der Personenfreizügigkeit zeigen, dass grundsätzliche Annahmen und Versprechen des Bundesrates und der Befürworter der Freizügigkeit falsch waren beziehungsweise nicht gehalten worden sind.

Die Netto-Einwanderung aus dem EU-Raum in die Schweiz ist im EU-Vergleich massiv. Die Folgen für die Schweizer Bevölkerung sind täglich spürbar:

- Verkehrsüberlastung
- Situation am Arbeitsplatz
- Mietpreise
- Immobilienpreise

- Landverbrauch.

Auf mittlere und lange Frist wird sich die Situation durch die masslose EU-Zuwanderung verschlechtern. So werden auch die Sozialversicherungen unter Druck geraten, erste Anzeichen sind dokumentiert. Schwerwiegend ist zudem die Tatsache, dass die rechtlichen Grundlagen der Personenfreizügigkeit die direkte Demokratie zunehmend aushebeln.

2 Kollision mit der direkten Demokratie

Es zeichnet sich ab, dass die Personenfreizügigkeit im Rahmen der vom Bundesrat geplanten Lösung der sogenannten institutionellen Fragen mit der EU eine Schlüsselrolle einnehmen wird. Die Weiterentwicklung des entsprechenden EU-Rechts wird dazu führen, dass die direkte Demokratie im Bereich der Steuerung der Einwanderungspolitik, der Ausgestaltung der Ausländer- und Sozialpolitik sowie der Arbeitsmarktbedingungen weiter eingeschränkt wird. Bestrebungen für eine Übernahme der EU-Unionsbürgerschaft durch die Schweiz, welche Personen aus dem EU-Raum faktisch mit Schweizer Bürgerinnen und Bürgerinnen in sämtlichen Lebensbereichen gleichstellt, sind bereits ein Thema. Erschwerend für die direktdemokratische Mitsprache der Schweizer Stimmbevölkerung wird die vom Bundesrat vorgeschlagene Lösung sein, den EU-Gerichtshof (EuGH) als letzte Instanz für die Auslegung der Umsetzung der bilateralen Verträge – so auch der Personenfreizügigkeit – anzuerkennen.

3 Grundidee nicht vereinbar mit der Souveränität der Schweiz

Die Personenfreizügigkeit ist quasi der Kern der Idee der Europäischen Union. Nebst dem freien Verkehr von Waren, Dienstleistungen und Kapital gehört sie zu den sogenannten grundlegenden Freiheiten der Union. Die EU will den Unionsbürger schaffen. Deshalb reagiert die EU-Kommission ungehalten, selbst dann, wenn in den EU-Staaten die problematischen Folgen der Personenfreizügigkeit diskutiert wird. Aktuell hat die britische Regierung mitgeteilt, sie wolle die Freizügigkeit einschränken. Die EU-Kommission reagierte unmissverständlich, eine uneingeschränkte Personenfreizügigkeit sei absolute Voraussetzung für die britische EU-Mitgliedschaft.

4 Wirkungslose Schutzmassnahmen und Erpressung

Die Schweiz hat als Nicht-EU-Mitglied die Personenfreizügigkeit ohne wirksame und griffige Schutzmassnahmen übernommen. Die Ventilklausel und Übergangsfristen, wie sie jetzt auch wieder für die Ausdehnung auf Kroatien vorgesehen werden, sind für die Schweiz wirkungslos, sie sind im besten Fall „Beruhigungspillen“ für das Schweizer Volk. Der Bundesrat hat zudem die Guillotine-Klausel akzeptiert, welche bei einer Nichtfortsetzung der Personenfreizügigkeit seitens der Schweiz sämtliche Verträge des bilateralen Paketes 1 einseitig kündigt. Diese für ein souveränes Land erpresserische Vertragskultur zeigt, dass sowohl für die Schweizer Befürworter des EU-Beitritts – unter anderem für die Mehrheit des Bundesrates – als auch für die EU selber die Personenfreizügigkeit der Königsweg eines schleichenden EU-Beitritts darstellt.

5 Widerspruch Personenfreizügigkeit

Wirtschaftlich ist festzuhalten, dass die Personenfreizügigkeit wenig mit „freiem Verkehr“ zu tun hat. Dies belegen die dauernd erweiterten flankierenden Massnahmen, um die negativen Auswirkungen für die Schweiz im Griff zu halten. Hier liegt der Be-

weis, dass die Personenfreizügigkeit der falsche Weg ist. Das Netz an flankierenden Massnahmen ist bereits heute äusserst eng, unübersichtlich, bürokratisch und kostenintensiv. Diese Entwicklung führt dazu, dass der bis anhin flexible Arbeitsmarkt der Schweiz, ein entscheidender Standortvorteil, zunehmend staatlich reguliert wird. Gleichzeitig steigt der administrative Aufwand für die Unternehmen.

6 Kroatien und Schlussfolgerung

Kroatien weist schlechte Wirtschaftsdaten und eine hohe Arbeitslosigkeit aus. Die Zuwanderung aus Kroatien wird deshalb spürbar werden.

Deshalb kommt die AUNS zum Schluss, aufgrund der wirtschaftlichen Situation in Kroatien und aus grundsätzlichen Überlegungen die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien abzulehnen.

Die AUNS ist nicht bereit, den Zugang zum EU-Binnenmarkt um jeden Preis zu erkaufen und auf eine eigenständige Zuwanderungs- und Ausländerpolitik zu verzichten. Deshalb muss aufgrund der Fakten und der absehbaren Entwicklung die Personenfreizügigkeit mit der EU grundsätzlich in Frage gestellt werden.

Die AUNS behält sich die Ergreifung des Referendums vor.

Wir bitten um gebührende Berücksichtigung unserer Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen.

Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz

Werner Gartenmann
Geschäftsführer

031 356 27 27
079 222 79 73

Office fédéral des migrations (ODM)
Madame Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Berne-Wabern

Genève, le 28 novembre 2013

Consultation relative au protocole III relatif à l'extension à la Croatie de l'accord du 21 juin 1999 sur la libre circulation des personnes

Madame, Monsieur,

En date du 28 août dernier, le Département fédéral de justice et police (DFJP) a mis en consultation le protocole III relatif à l'extension à la Croatie de l'accord du 21 juin 1999 sur la libre circulation des personnes.

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) tient à faire part de sa position aux autorités fédérales compte tenu de l'importance de cet enjeu pour l'économie tant suisse que genevoise.

Appréciation du projet

La CCIG soutient pleinement le projet mis en consultation. Celui-ci permet l'intégration de la Croatie, en tant que partie contractante, de manière progressive et contrôlée.

L'extension de la libre circulation à la Croatie est à considérer comme suite logique et naturelle des accords bilatéraux liant la Suisse à l'UE. La CCIG se félicite du succès de la voie bilatérale et souligne les avantages manifestes que ces accords présentent pour notre pays. La voie bilatérale peut également se prévaloir de la caution démocratique, ayant été régulièrement confirmée par la voie des urnes.

Impact bénéfique de la libre circulation

De manière générale, la CCIG est de l'avis que la libre circulation est un régime qui a fait ses preuves, nombre d'études tant fédérales que cantonales ayant démontré sans ambiguïté que l'économie suisse en a grandement profité. L'accès au marché du travail européen permet en effet aux entreprises suisses de se fournir en talents et personnel qualifié. Il importe de souligner que le très faible taux de chômage observé en Suisse est le signe que le recours à la main d'œuvre étrangère se conçoit bel et bien en complément à celle indigène et non au détriment de celle-ci.

La place économique genevoise, résolument tournée vers l'exportation et les marchés internationaux, ne pourrait connaître le succès qui est le sien sans accès à un large bassin de recrutement. Il importe dès lors que cet accès se fasse sans entraves et le régime actuel de libre

circulation, combiné aux mesures d'accompagnement en vigueur, remplit pleinement cet objectif.

En cas de référendum contre le présent projet, il importera d'insister résolument sur les bienfaits tant des accords bilatéraux que de la libre circulation en termes d'emplois et de rémunération de ceux-ci. Il conviendra en particulier de souligner les aménagements et renforcements successifs des mesures d'accompagnement, ainsi que leur succès avéré dans la prévention des potentiels effets néfastes de l'ouverture du marché du travail suisse pour les travailleurs indigènes.

Les mesures d'accompagnement sont nécessaires mais ne remplacent pas le partenariat social

Il apparaît que les pressions salariales constatées suite à l'entrée en vigueur de la libre circulation concernent avant tout les rémunérations se situant dans les tranches salariales les plus hautes. A l'opposé, il apparaît que les salaires se situant au bas de l'échelle n'ont pas baissé mais ont plutôt progressé ces dernières années et cela, grâce aux mesures accompagnant cet accord. Ceci est d'ailleurs confirmé par le neuvième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, publié en juin de cette année.

A ce titre, la révision de la loi sur les travailleurs détachés, entrée en vigueur cette année, ainsi que le renforcement de la responsabilité solidaire de l'entreprise contractante en cas de non-respect des conditions de rémunération et de travail par le sous-traitant dans le secteur du bâtiment, également entré en vigueur cette année, constituent des avancées sociales notables et des garde-fous efficaces contre des pratiques de sous-enchères salariales.

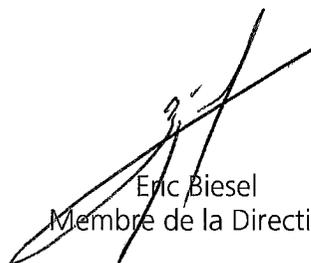
Cela étant dit, il convient de rappeler que ces résultats sont dus avant tout au partenariat social, consacré notamment par les conventions collectives de travail (CCT), qui fait la force de notre économie et qui doit demeurer la norme, raison pour laquelle il conviendra de refuser toute mesure visant l'instauration d'un salaire minimum en Suisse. Il en va de la pérennité de nombreuses PME et de la préservation de pans entiers de certains secteurs de notre économie.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à ces observations, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève



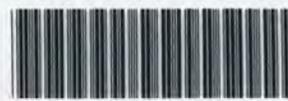
Jacques Jeannerat
Directeur



Eric Biesel
Membre de la Direction



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI



BFMPE0090794

Bundesamt für Migration BFM
Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern

Ort, Datum	Bern, 11. November 2013	Direktwahl	031 335 11 13
Ansprechpartner	Martin Bienlein	E-Mail	martin.bienlein@hplus.ch

Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien: Vernehmlassungsantwort von H+

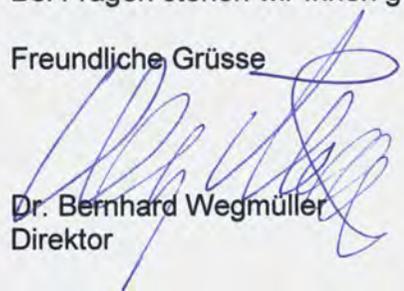
Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement hat H+ Die Spitäler der Schweiz in seinem Schreiben vom 28. August 2013 eingeladen, sich zu obgenannter Vernehmlassung zu äussern, wofür wir bestens danken. Gerne nehmen wir die Gelegenheit zur Stellungnahme wahr. Unsere nachfolgende Stellungnahme widerspiegelt den Willen unserer Mitglieder, der Schweizer Spitäler, Kliniken und Pflegeinstitutionen.

Wir beurteilen die vorgeschlagenen Regelungen als zweckmässig und praktikabel und begrüsen somit die Inhalte des Protokolls III.

Bei Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse


Dr. Bernhard Wegmüller
Direktor

BFM
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Zürich, 28. November 2013

Stellungnahme des SVV zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Gäumann
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme zu diesem Protokoll.

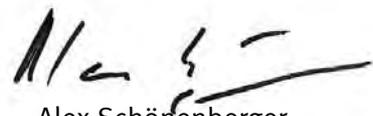
Der Schweizerische Versicherungsverband SVV hat keine Einwände zu diesem Protokoll und will die bilateralen Beziehungen zur EU auch nicht mit diesem Dossier strapazieren oder gar gefährden.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Versicherungsverband SVV



Lucius Dürr
Direktor



Alex Schönenberger
Leiter Wirtschaft und
Arbeitgeberfragen

Bundesamt für Migration BFM
zu Händen Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

E-Mail: kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

27. November 2013 HSC

Vernehmlassung zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf den neuen EU-Mitgliedstaat Kroatien

Sehr geehrte Frau Gäumann
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommen Stellung nehmen zu können.

I. Grundsätzliches

Der KV Schweiz hat die Teilnahme der Schweiz am europäischen Integrationsprozess immer unterstützt und steht vollumfänglich zu den bilateralen Abkommen und damit auch zum Abkommen über den freien Personenverkehr. Die **Ausweitung der Freizügigkeitsregelung** auf den Staat Kroatien, welcher der EU seit dem 1.7.2013 angehört, steht grundsätzlich **im Einklang** mit den zwischen der **Schweiz** und der **EU** eingegangenen **Verträgen**. Allerdings **vermissen** wir – vor dem Hintergrund der grossen innenpolitischen Bedeutung der Vorlage – **Verbesserungen der flankierenden Massnahmen**. Ohne dies erscheint die Zustimmung der Bevölkerung gefährdet. **Der freie Personenverkehr stösst auch in Kreisen der Angestellten vermehrt auf Skepsis**. Insbesondere in den **Grenzregionen** im **Tessin** und in der **Romandie** ist der **Lohndruck virulent**. Im Tessin zum Beispiel sehen sich kaufmännische Angestellte damit konfrontiert, dass gut ausgebildetes Personal aus Norditalien zum Teil bereit ist, zu Löhnen von 1'600 – 1'900 Franken pro Monat in kaufmännischen Tätigkeiten zu arbeiten.

Mit der SVP-Volksinitiative gegen die Masseneinwanderung und der Epopop-Initiative stehen nebst der EU-Erweiterung durch Kroatien weitere brisante Vorlagen auf der politischen Agenda, denen nur mit Vertrauen auf die Griffbarkeit der flankierenden Massnahmen begegnet werden kann. Wir erachten es deshalb als **dringend nötig**, parallel auch die **flankierenden Massnahmen zu verschärfen**. Und mit Blick auf die von der Freizügigkeit **besonders betroffenen Gebieten** (Tessin, Grenzregionen in der Romandie) müsste die früher im **Arbeitslosenversicherungsgesetz** (AVIG) enthaltene Möglichkeit wieder eingeführt werden, den **Taggeldbezug bei Arbeitslosigkeit regional verlängert** und der **Zugang zu arbeitsmarktlichen Massnahmen erleichtert** werden.

II. Ja zum Verhandlungsergebnis

Mit dem **Verhandlungsergebnis** sind wir **einverstanden**. Die Schweiz hat grundsätzlich ein Übergangsregime von 10 Jahren ab Inkrafttreten des Protokolls ausgehandelt. Dieses beinhaltet entweder sieben Jahre lang allgemeine Übergangsbeschränkungen und danach drei Jahre lang eine Schutz- bzw. Ventilklausel – oder fünf Jahre lang Übergangsbeschränkungen und fünf weitere Jahre die Schutzklausel. Die volle Freizügigkeit gilt somit in jedem Fall erst nach 10 Jahren. Bis zum Ablauf geltender Übergangsbeschränkungen ist das Inländerprinzip in Kraft, d.h. inländische Arbeitnehmende haben bei gleicher Qualifikation Vorrang auf dem Arbeitsmarkt, und weiter werden die Lohn- und Arbeitsbedingungen einer Kontrolle unterzogen. Die ausgehandelten Kontingente setzen im ersten Jahr mit 54 Dauer- und 543 Kurzaufenthaltsbewilligungen für beide Länder zusammen ein und erreichen im fünften Jahr 250 Dauer- und 2'000 Kurzaufenthaltsbewilligungen bzw. gegebenenfalls im siebten Jahr 300 Dauer- und 2'300 Kurzaufenthaltsbewilligungen. Diese Grössenordnungen scheinen uns vertretbar. Bei der Ausgestaltung der Ventilklausel hat die Schweiz erreicht, dass, wenn deren quantitativen Voraussetzungen in einer Bewilligungskategorie erfüllt sind, die Schutzklausel automatisch auch für die anderen Bewilligungskategorien gilt. Umgehungen durch einen Wechsel in eine andere Bewilligungskategorie sind nicht mehr möglich.¹

¹ Die Kontingentshöhe würde im Falle einer Anrufung der Ventilklausel für die Aufenthaltsbewilligungen B 105 % und für die Kurzaufenthaltsbewilligungen L 110 % des Durchschnitts der laufenden und der zwei vorangegangenen Jahre betragen.

- **Mit dem erreichten Verhandlungsergebnis sind wir einverstanden. Zu den Änderungen auf Gesetzesstufe, welche durch die Annahme des Zusatzprotokolls erforderlich werden, haben wir keine Bemerkungen.**

III. Innenpolitische Absicherung: Bessere Durchsetzung und Verschärfung der flankierenden Massnahmen

Der KV Schweiz hat sich im Zusammenhang mit der EU-Erweiterung durch Rumänien und Bulgarien in 2009 ausführlich zum freien Personenverkehr und zu den flankierenden Massnahmen geäussert. Wir erachten die damaligen Überlegungen nach wie vor als richtig: Die europäische Integration – und dies gilt auch für die Beteiligung der Schweiz an diesem Prozess – bietet für die Erwerbstätigen grosse **Chancen**, aber auch **Risiken**. Entscheidend ist, dass die Neuerungs- und **Anpassungsprozesse für die betroffenen Menschen gestaltbar und verkraftbar bleiben**. Und der freie Personenverkehr zwischen der Schweiz und den (bisherigen und allfälligen neuen) Mitgliedstaaten der EU darf nicht zu einem **Sozialdumping** führen. Die Schweiz hat auf nationaler Ebene die **flankierenden Massnahmen** im Bereich Personenverkehr in Kraft gesetzt, die darauf abzielen, dass die Vorgaben bezüglich Arbeitszeiten und Löhne nicht durch unfairen Wettbewerb unterlaufen werden.

Flankierende Massnahmen: Konzeption grundsätzlich zielführend...

- Der freie Personenverkehr hat zu einer verstärkten Zuwanderung von Erwerbstätigen aus dem EU-Raum geführt. Diese Zuwanderung erfolgt aber nicht willkürlich, sondern nachfragegesteuert: Die Zuwanderer finden sich vor allem in Bereichen, die durch eine Knappheit von Fachkräften und Führungspersonen gekennzeichnet sind (akademische Berufe, technische Berufe, Management).
- Eine *generelle* Verdrängung von einheimischen Arbeitskräften durch Zuwanderer ist nach wie vor nicht zu beobachten, ebenso wenig ein *genereller* Lohndruck.
- Die Zugewanderten stammen primär aus den alten EU-15-Staaten.
- Der freie Personenverkehr hat auch für Schweizerinnen und Schweizer neue bzw. erleichterte Beschäftigungsmöglichkeiten geschaffen.
- Der freie Personenverkehr scheint weder die Höhe der Arbeitslosenquote noch die Struktur der von Arbeitslosigkeit Betroffenen wesentlich verändert zu haben.

....aber mit gewichtigen Lücken im Auffangdispositiv

Unser Verband attestiert, dass sich der freie Personenverkehr, insbesondere im Bereich der kaufmännisch-betriebswirtschaftlichen Berufe, in der Einschätzung der Direktbetroffenen bisher relativ gering ausgewirkt hat. Die Möglichkeit, fehlende Fachkräfte und fehlendes Expertenwissen leichter im europäischen Ausland einzukaufen, dürfte etliche Standortentscheide (Verbleib oder Aufbau in der Schweiz) und die Beschäftigungsmöglichkeiten in etlichen Wirtschaftsbereichen erleichtert haben². Auf der andern Seite sind in gewissen Wirtschaftssegmenten Schwachstellen und Mängel in der Reichweite der flankierenden Massnahmen nicht zu übersehen. Diese Mängel bedrohen tendenziell die Weiterführung des Abkommens. Für einen politischen Entscheid ist die Zustimmung der Mehrheit der Gesamtbevölkerung erforderlich, d.h. erforderlich ist auch die Zustimmung der Erwerbstätigen in den Branchen, in denen Schwachstellen besonders zu Tage getreten sind. Betroffen sind insbesondere die Branchen Baugewerbe, Gastgewerbe, z.T. auch der Detailhandel. Bei dieser Feststellung anerkennen wir durchaus die verdienstvollen Bemühungen vieler Unternehmen und/oder Branchenorganisationen, Missbräuche von vornherein zu unterbinden oder wenigsten zu erschweren. Die meist kleinbetrieblichen Strukturen und die Besonderheiten der Tätigkeiten (z.B. oft sehr kurzfristige Einsätze auf einer Baustelle) erschweren Kontrolle und Sanktionen. Probleme entstehen hier potenziell nicht nur für die Beschäftigten (Lohndumping), sondern auch für die Arbeitgebenden, die u.U. einen Wettbewerb mit ungleich langen Spiessen ausfechten müssen. Fortschritte sind auch im Temporärbereich erzielt worden. Hier haben das Zustandekommen und die Allgemeinverbindlichkeitserklärung des GAV Personalverleihs erste Früchte gezeitigt und die Situation beruhigt. Gelöst sind jedoch längst nicht alle Probleme:

Intensivierung der Kontrollen: Die Ressourcen der Kontrollbehörden (Kantone, paritätische Behörden) sind nach wie vor sehr – zu - knapp.

Einheitliche und schärfere Sanktionen: Das Seco muss sich für eine *einheitliche Sanktionspraxis* einsetzen und sie auch *durchsetzen* (Verpflichtung für die Kantone).

Sehr aufwandintensive und **schwierige Kontrolle bei kurzen Einsätzen von Unternehmen** (Lösungsansatz: *Obligatorische vorgängige Meldung der Löhne*)

² Selbstverständlich verkennen wir nicht, dass der erleichterte Bezug von EU/EWR-Arbeitskräften - isoliert betrachtet - tendenziell das Lohnsteigerungspotenzial verlangsamen dürfte und dass die erleichterte Möglichkeit, Fachwissen im EU-Raum einzukaufen, den Aufbau des entscheidenden Knowhow im Inland (wiederum: tendenziell) erschweren könnte.

Fehlende Sanktionsmöglichkeiten bei Kurzeinsätzen (Lösungsansätze: *Solidarhaftung des Erstunternehmens*, Kautionen (via AVE GAV).

Lohnunterbietungen in Branchen ohne GAV: Wenn keine GAV oder NAV mit verbindlichen Mindestlöhnen bestehen, bleiben Verstösse folgenlos. (Lösungsansätze: *Anreize zum Abschluss von mehr GAV, Erleichterungen für NAV*).

Unsere Forderungen im Bereich der flankierenden Massnahmen

- GAV sollen **aus öffentlichem Interesse allgemeinverbindlich erklärt werden können**, etwa bei Gefahr von Lohndruck, Lohnunterbietung, Lohndiskriminierungen (Frauen) oder bei einem sozialpolitisch unerwünschten Lohnniveau.
- **Das Firmen-Quorum bei der Allgemeinverbindlichkeitserklärung (AVE) muss gestrichen werden** (heute müssen mindestens 50 % der Firmen dem GAV angeschlossen sein).
- Generell sollte das **Verfahren zur AVE von GAV beschleunigt** werden können. Bei wiederholter und missbräuchlicher Lohnunterbietung sind vor allem die Grenzkan- tone darauf angewiesen, rasch handeln zu können.
- Wer staatliche Subventionen erhält oder einen öffentlichen Auftrag ausführen will, soll nicht nur die orts- berufs- und branchenüblichen Arbeitsbedingungen einhalten müssen. Wer Subventionen erhält, muss mit einer repräsentativen ANO einen GAV aushandeln. Andernfalls muss ein NAV die Mindestlöhne sichern.
- Intensivierung der Kontrolle durch Zurverfügungstellung von mehr Ressourcen, auch bei der Vorprüfung der AVE beim Seco, Verschärfung der Sanktionen bei Verstössen.

Weitere Massnahmen

- **Massnahmen für von der Freizügigkeit besonders betroffene Grenzregionen:** Im AVIG sollte für die Kantone die Möglichkeit wieder eingeführt werden, bei hoher Arbeitslosigkeit den Taggeldbezug zu verlängern und den Zugang zu den arbeitsmarktlichen Massnahmen zu erleichtern.
- **Besserer Schutz der Arbeitnehmenden**, die sich gegen Missbräuche im Betrieb wenden, vor Repression und Kündigung.
- **Bildungsoffensive von Bund und Kantonen** zur Verbesserung der **Arbeitsmarktfähigkeit** von **älteren Arbeitnehmenden** (z.B. ab Alter 45).

Fazit:

Der KV Schweiz beurteilt die Personenfreizügigkeit nach wie vor als grundsätzlich positiv und unabdingbar für unsere Volkswirtschaft, die in überaus hohem Masse in die internationale Arbeitsteilung eingebunden ist und ihre Existenzgrundlage bildet. Er unterstützt daher die **Ausweitung** des Abkommens über die Personenfreizügigkeit auf Kroatien. Wir verlangen aber vom Bundesrat, dass er gleichzeitig die heutigen, auf das bestehende Freizügigkeitsabkommen ausgerichteten **flankierenden Massnahmen dadurch ergänzt, dass er die Voraussetzungen zur Allgemeinverbindlicherklärung von GAV lockert und die Kontrollen und Sanktionen verstärkt**. Weiter sind der **Zugang zu den arbeitsmarktlichen Massnahmen** und die **Bezugsdauer für Arbeitslosentaggelder in besonders betroffenen Grenzregionen** wieder zu verbessern.

Wir **verweisen** in Bezug auf die hier angedeuteten Schwachstellen und Lösungsmöglichkeiten **ausdrücklich** auch auf die **Stellungnahmen befreundeter Arbeitnehmerorganisationen, insbesondere des SGB und von Travail.Suisse, deren Schlussfolgerungen und Forderungen wir in den wesentlichen Zügen teilen**.

Wir sind überzeugt, dass die **Akzeptanz** bzw. das **Ja des Volkes** zur Weiterführung des Personenfreizügigkeitsabkommens entscheidend vom **Vertrauen** abhängt, dass **Bundesrat und Parlament sowie die Behörden die Gefahr von Sozialdumping ernst nehmen** und die zusätzlich erforderlichen **Gegenmassnahmen griffig ausgestalten und umsetzen**.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, die Sie unseren Ausführungen schenken.

Freundliche Grüsse

Kaufmännischer Verband Schweiz



Prof. Dr. iur. Daniel Jositsch
Präsident



lic. rer. pol. Claude Meier
Leiter Zentralsekretariat / Leiter Bildung



BFM
z.H. Frau Kathrin Gäumann
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Per E-Mail
Kathrin.gaeumann@bfm.admin.ch

29. November 2013

Vernehmlassung zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns mit Schreiben vom 28. August 2013 zur Stellungnahme zum Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien eingeladen. Wir danken Ihnen für die uns eingeräumte Gelegenheit zur Stellungnahme.

Die Position von economiessuisse lässt sich wie folgt zusammenfassen:

Wir unterstützen die Ausdehnung des Abkommens über den freien Personenverkehr auf Kroatien.

Wir unterstützen das ausgehandelte Übergangsregime und die damit verbundene schrittweise Öffnung des Arbeitsmarktes gegenüber Kroatien.

1 Allgemeine Bemerkungen

Die bilateralen Abkommen I zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der EU sind aus politischer wie wirtschaftlicher Sicht von herausragender Bedeutung für die Schweiz. Das Abkommen über den freien Personenverkehr (FZA) ist Teil dieser Abkommen. Aufgrund der Guillotine-Klausel, die entgegen der allgemeinen Auffassung damals von der schweizerischen Delegation verlangt wurde, sind die sieben Abkommen der sog. Bilateralen I mit einander verknüpft. Würde das FZA seitens der Schweiz aufgekündigt, so würden auch die übrigen sechs Abkommen dadurch hinfällig, was nicht abschätzbare Konsequenzen zur Folge hätte. Auch wenn die Ablehnung der Erweiterung der bilateralen Verträge auf das neue EU-Mitglied Kroatien durch die Schweiz nicht als Willen zur Auflösung des Personenfreizügigkeitsabkommen interpretiert werden könnte, sähe sich die EU gezwungen, das Abkommen zu kündigen. Die EU kann nicht akzeptieren, dass sich ein internationales Abkommen mit einem Drittstaat nicht auf alle seine Mitglieder erstreckt. Dies würde dem Gleichbehandlungsgebot fundamental widersprechen. Dies gilt umso mehr für die Personenfreizügigkeit, die als eine der vier Grundfreiheiten für die EU von fundamentaler Bedeutung ist. Auch durch eine Kündigung des FZA seitens der EU würden alle übrigen Abkommen der Bilateralen I hinfällig.

Dem Grundprinzip der Gleichbehandlung der Mitgliedstaaten widerspricht die Einführung von Übergangsbestimmungen nicht, eben deshalb, weil es sich um zeitlich befristete, vorübergehende Bestimmungen handelt, bis die völlige Gleichbehandlung der Bürger aller Mitgliedstaaten erreicht werden kann. Der Grundsatz der Gleichbehandlung äussert sich auch in den ausgehandelten Übergangsbestimmungen selbst, die in ihrer Ausgestaltung für alle neuen Mitglieder grundsätzlich dieselben sind. Daran ändern auch die Präzisierungen des Schutzklausel-Mechanismus nichts, da es sich hierbei lediglich um Präzisierungen zur Vermeidung von Unklarheiten handelt, die sich bei ihrer Anwendung gegenüber den anderen Neumitgliedern der EU ergeben hatten.

Angesicht der ausgehandelten Übergangslösungen im Rahmen des Protokolls III zum Abkommen über den freien Personenverkehr (nachfolgend Protokoll III) ist eine Konfrontation mit der EU zu vermeiden. Die Schweiz hat zurzeit gewichtigere Dossiers in Brüssel zu vertreten, als die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien (insbes. institutionelle Fragen und Steuerbelange) und ist gut beraten, in diesen Dossiers einen klaren Standpunkt zu vertreten. Würde sich die Schweiz mit der generellen Auflösung der bilateralen Verträge konfrontiert sehen, müsste sie als Bittstellerin zwangsläufig aus einer Position der Schwäche heraus verhandeln.

2 Bedeutung von Kroatien für die Schweizer Wirtschaft

Die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Kroatien und der Schweiz sind nicht besonders intensiv. Die Schweiz weist gegenüber Kroatien einen Handelsbilanzüberschuss von 94 Millionen CHF aus bei einem relativ bescheidenen Handelsvolumen von mehr als 300 Millionen CHF. Allerdings verdient Kroatien ca. 40% seines BIP im Tourismus und die Schweizer stellen einen nicht unbedeutenden Teil der ausländischen Besucher. Aufgrund des Erneuerungsbedarfs Kroatiens im Bereich Infrastrukturen, Wasseraufbereitung, Kanalisation etc. besteht ein gewisses Wachstumspotential für Schweizer Firmen.

Mit 4,29 Millionen Einwohnern stellen die Kroaten gerade einmal 0,85 Prozent der Bevölkerung der Europäischen Union. Mit Blick auf den Arbeitsmarkt Kroatien kann festgehalten werden, dass die Öffnung dieses Marktes gegenüber der Schweiz für eine Mehrheit der Unternehmen zurzeit nicht von vordergründiger Bedeutung ist. Nichtsdestotrotz begrüsst economiesuisse die Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf Kroatien, zum einen aus den grundsätzlichen Überlegungen zur Personenfreizügigkeit, zum anderen aber auch mit Blick auf mögliche Geschäftspotentiale, die sich im Laufe der Jahre mit Kroatien nach dessen Einbindung in die EU intensivieren könnten.

3 Verbesserung des Schutzklausel-Mechanismus

economiesuisse schliesst sich der Analyse des SAV an und begrüsst die Verbesserung der Verhandlungen des Bundesrates im Vergleich zum Protokoll II zur Erweiterung von Rumänien und Bulgarien, das nun die Ventilklausele für L- und B- Bewilligungen gemeinsam angerufen werden kann, wenn eine Kategorie das Kontingent übersteigt. Dies führt in unseren Augen zu einer klareren Transparenz, schliesst die Umgehung der Norm aus und ist im Sinne der Sache.

4 Regelung Übergangsfristen

Die Übergangsfristen wurden analog zum Protokoll I und II zum FZA unverändert auf 7 Jahre (2+3+2) belassen, wobei die letzten 2 Jahre nur mit Zustimmung des gemischten Ausschusses möglich sind. Sollte dieser die zweiten 2 Jahre verweigern, steht der Schweiz während 5 Jahren die Möglichkeit der Anrufung der Ventilklausele offen. Bei einer vollumfänglichen Ausschöpfung der Übergangsregelung kann entsprechend die Ventilklausele nur noch 3 Jahre nach Ablauf der Übergangsfristen angerufen werden. Somit besteht die Möglichkeit der Begrenzung der Zuwanderung aus Kroatien während längstens 10 Jahren nach Inkrafttreten des Protokolls III. Wie der SAV ist auch economiesuisse der Ansicht, dass dieses System sich in der Praxis bewähren wird, insbesondere, da nicht mit einer verstärkten Zuwanderung aus Kroatien zu rechnen ist. Die Statistiken des BFS belegen, dass sich die Zuwanderung aus Kroatien seit Jahren stabilisiert hat und die kroatische Bevölkerung in der Schweiz heute noch ca. 33'000 Personen beträgt. Diese Entwicklung hat noch vor der Unterstellung unter die Drittstaatskontingente im Jahre 2002 begonnen. Aus diesen Gründen ist auch bei Ausdehnung des FZA auf Kroatien nicht mit einer sprunghaften Zunahme von kroatischen Staatsangehörigen in der Schweiz zu rechnen, zumal die Zuwanderung nicht unkontrolliert erfolgt, sondern aufgrund der Nachfrage der Schweizer Wirtschaft nach entsprechenden Personen und ihren Qualifikationen.

5 Kontingente

Wie der SAV begrüsst auch economiesuisse, dass der Bundesrat im Gegenzug zur Verbesserung der Schutzklausele die Kontingente im 5. bis 7. Jahr nach Inkrafttreten gegenüber der pro-rata Rechnung leicht erhöht hat. Dies erscheint uns als zweckmässig.

6 Berechnung Schwellenwerte der Schutzklausele und Höhe der Kontingente zur Anrufung der Schutzklausele

Die kürzere Frist zum Vergleich der Zuwanderung und der Möglichkeit zur Anrufung der Schutzklausele im 6. und 7. Jahr wird begrüsst. Ebenfalls einverstanden sind wir auch mit den Kontingenten bei Anrufung der Ventilklausele für das darauffolgende Jahr von 110 % bei L- Bewilligungen und 105 % bei B-Bewilligungen.

7 Zusammenfassung

Angesichts der durchschnittlichen wirtschaftlichen Bedeutung der Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien, unter Rücksichtnahme der politischen Stimmung in der Schweiz im Hinblick auf die Zuwanderung und nach Abwägung aller Vor- und Nachteile bezüglich der politischen Rahmenbedingungen im Verhältnis der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der EU, ist die schrittweise Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf Kroatien zu begrüssen. Das ausgehandelte Übergangsregime wertet die Schweizer Wirtschaft insgesamt als befriedigend. Positiv zu werten ist die Klärung der Anwendung der Schutzklausele im Protokoll III. Ebenso positiv zu werten ist, dass die Schutzbestimmungen für den Zugang zum Arbeitsmarkt (konkret die Kontingentierungen von Aufenthaltsbewilligung über vier Monate) während einer Übergangsfrist von zwei Jahren nach Inkrafttreten des Protokolls III gegenseitig aufrecht erhalten bleiben und durch einseitige Notifizierung

durch eine Vertragspartei die Anwendung dieser Schutzbestimmungen auf fünf Jahre ausgedehnt werden kann. Dieses Regime entspricht jenem, welches auch im Protokoll II bezüglich der Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens auf die Republik Bulgarien und Rumänien ausgehandelt wurde und sich im Grundsatz bewährt hat. Die ausgehandelten Kontingente für Kroatien sind bescheiden und werden die Zuwanderung in die Schweiz kaum beeinflussen. Sie sind im Vergleich zu den einwohnermässig deutlich grösseren Staaten Bulgarien und Rumänien aber angemessen.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, welche Sie unseren Bemerkungen entgegenbringen und bitten Sie, unsere Anträge zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Prof. Dr. Rudolf Minsch
Vorsitzender der Geschäftsleitung a.i



Dr. Jan Atteslander
Mitglied der Geschäftsleitung